

**Département de la Somme**



**Enquête publique n° E19000227/80**

**Du 10 février au 10 mars 2020 inclus**

**Relative à la demande d'autorisation d'exploiter  
en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des  
communes de Thieulloy-l'Abbaye (80) et Hornoy-le-Bourg (80),  
ainsi que la demande de servitudes d'utilité publique,  
présentée par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL)**



**Désignation du commissaire enquêteur  
par le Tribunal administratif d'Amiens le 23 décembre 2019**

**Arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique  
de Madame la Préfète de la Somme du 10 janvier 2020**



**Rapport d'enquête publique**

**Transmis le 6 avril 2020**

**P. JAYET**

**Commissaire enquêteur**

# Sommaire du rapport

## Titre 1 – L’objet de l’enquête publique - Les généralités

<b>A - Généralités relatives au dossier de Demande d’Autorisation d’Exploiter .....</b>	<b>01</b>
A1- Présentation du syndicat TRINOVAL et du projet sur le site de Thieulloy-l’Abbaye (80) ....	01
A1-1. Présentation générale de TRINOVAL .....	01
A1-2. Organisation des ressources et situation administrative du demandeur .....	02
A1-3. Historique - Développement et évolution du SMIRTOM .....	02
A1-4. Présentation du projet .....	03
A1-4-1. Objet de la demande en date du 16 juillet 2019 .....	03
A1-4-2. Contexte général .....	03
A1-4-3. Descriptif du projet – Localisation du site .....	04
A1-4-3-1. Exploitation du stockage de déchets en mode bioréacteur Augmentation de la capacité de stockage .....	05
A1-4-3-2. Création d’une plate-forme de déchets inertes .....	06
A1-4-3-3. Plate-forme déchets verts : traitement spécifique des eaux de ruissellement .....	06
A2- Capacités techniques et financières du demandeur .....	07
A2-1. Capacités techniques .....	07
A2-2. Capacités financières .....	07
A3- Les plans réglementaires .....	07
A4- Maîtrise foncière des parcelles du projet .....	09
<b>B- Généralités relatives au dossier de Servitudes d’Utilité publique</b>	
<b>Maîtrise foncière dans la bande des 200 m .....</b>	<b>09</b>
B1- Règlement d’urbanisme .....	09
B2- Zonage et nature des terrains dans la zone de servitudes .....	09
B3- Évaluation des impacts du projet sur la zone de servitudes .....	09
B3-1. Au regard de la compatibilité des activités environnantes .....	09
B3-2. Au regard des nuisances susceptibles d’être générées par les activités du projet sur les activités environnantes .....	10
B3-2-1. Impact sur le milieu humain .....	10
B3-2-2. Impact sur les sols .....	10
✓ Mouvements de terre .....	10
✓ Casier ISDND .....	10
B3-2-3. Impact sur les eaux souterraines .....	11
✓ Impacts des zones de stockage et de valorisation de déchets inertes .....	11
✓ Impacts de la gestion de l’ISDND en mode bioréacteur .....	11
B3-2-4. Impacts sur la santé, l’air et les odeurs .....	11
B3-2-5. Impacts sur le niveau sonore et vibrations .....	12
B3-2-6. Impact lié aux émissions lumineuses .....	12
B3-2-7. Risque incendie .....	12

B4- Périmètre concerné et énoncé des règles envisagées .....	12
B4-1. Procédure et références réglementaires .....	12
B4-2. Périmètre concerné par les servitudes .....	13
B4-3. Énoncé des règles envisagées dans le cadre de la constitution des servitudes .....	13
B4-4. Durée d'institution des servitudes .....	13
B4-5. Indemnités .....	14
B4-6. Plan parcellaire des zones concernées par le projet et la demande de SUP .....	14
<b>C- Modifications induites par le projet sur le classement ICPE et loi sur l'Eau du site.....</b>	<b>14</b>
C1- Classement ICPE du site et du projet .....	15
C2- Loi sur l'Eau.....	17
<b>D- Le contexte réglementaire .....</b>	<b>18</b>
<b>E- Origine des déchets.....</b>	<b>19</b>
E1- Origine et identification des déchets actuellement stockés sur le site.....	19
E1-1. Installation de stockage de déchets non dangereux.....	19
E1-2. Plate-forme de compostage .....	19
E1-3. Stockage de déchets amiantés .....	19
E1-4. Stockage provisoire de déchets inertes.....	19
E1-5. Déchets interdits .....	19
E2- Origine et caractéristiques des nouveaux déchets admis.....	20
E2-1. Déchets admis sur le nouveau casier 2 de l'ISDND .....	20
E2-2. Déchets admis sur le stockage d'amiante liée.....	20
E2-3. Déchets admis sur la plate-forme de déchets inertes.....	20
E2-4. Déchets interdits pour le stockage .....	21
E3- Estimations des tonnages de déchets.....	21
<b>F- Compatibilité du projet avec les plans départementaux .....</b>	<b>21</b>
F1- Compatibilité avec les plans départementaux d'élimination des déchets.....	21
F1-1. Le PDEDMA de la Somme.....	21
F1-2. Le PDEDMA de la Seine-Maritime .....	22
F1-3. Le plan départemental de gestion des déchets du BTP.....	22
F2- Le plan national d'élimination des déchets .....	22
F3- Le programme local de prévention des déchets .....	22
F4- Conclusion .....	22
F5- Mise à jour des données - Adoption du PRPDG des Hauts-de-France le 13/12/2019 .....	23
F5-1. Le PRPDG des Hauts-de-France .....	23
F5-2. Intégration du PRPDG dans le SRADDET .....	23
<b>G- Conditions de remise en état du site .....</b>	<b>24</b>
G1- Modalités de remise en état du site .....	24

G2- Usage futur.....	24
G3- Réaménagements et mise en sécurité du site .....	24
G4- Post-exploitation : Suivi de post-exploitation.....	25
G5- Post-exploitation : remise en état post-exploitation .....	25
<b>H- Étude environnementale .....</b>	<b>25</b>
H1- Synthèse de l'état initial .....	25
H1-1. Milieu physique .....	25
H1-2. Milieu naturel .....	27
H1-3. Occupation des sols les paysages .....	27
H1-4. Environnement humain .....	27
H2- Les effets cumulés avec d'autres projets connus .....	28
H3- L'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale des Hauts-de-France.....	29
<b>I- Étude du risque sur la santé - Étude de dangers.....</b>	<b>29</b>
I1- Étude du risque sur la santé - Volet sanitaire .....	29
I2- Étude de dangers.....	30
<b>J- Historique - Procédure d'élaboration du dossier.....</b>	<b>30</b>
J1- Le dossier autorisation d'exploiter .....	31
J2- Le dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique.....	31
J3- Conformité de l'ISDND avec l'arrêté du 15 février 2016.....	33
✓ L'article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND .....	33
✓ L'article 39 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux ISDND .....	33
<b>K- Composition du dossier.....</b>	<b>34</b>
K1- Inventaire du dossier soumis à enquête publique.....	34
K2- Informations obsolètes figurant au dossier de DAE .....	36
K2-1. Organigramme de TRINOVAL .....	36
K2-2. Le centre de tri.....	37
K2-3. Adoption du PRPGD des Hauts-de-France le 13 décembre 2019.....	37

## Titre 2 : Organisation et déroulement de l'enquête publique

2-1. Modalités d'organisation de l'enquête publique .....	38
2-1-1. Désignation par le Tribunal administratif d'Amiens .....	38
2-1-2. Dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020.....	38
2-1-3. La réunion préparatoire du 4 février 2020 sur le site de TRINOVAL .....	39

---

- Sommaire du rapport du 06 avril 2020.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

2-2. Déroulement des cinq permanences .....	41
2-3. Le bilan de l'enquête publique .....	42
2-3-1. Le bilan comptable et thématique de l'enquête publique .....	42
2-3-2. Le climat général de l'enquête publique .....	42
2-4. Les opérations de fin d'enquête publique .....	42
▶ Clôture de l'enquête publique le mardi 10 mars 2020 à 17 heures .....	42
▶ Récupération du registre d'Hornoy-le-Bourg au terme de la permanence du 10 mars 2020 ..	42
▶ Récupération du registre de Thieulloy-l'Abbaye le 10 mars 2020 à 17h15 .....	42
▶ Remise du procès-verbal de synthèse des observations le 16 mars 2020 .....	42
▶ Remise du mémoire en réponse de TRINOVAL le 31 mars 2020 .....	43
2-5. Les relevés synthétiques des observations .....	43
▶ Le relevé synthétique des observations du registre d'Hornoy-le-Bourg.....	44
▶ Le relevé synthétique des observations du registre de Thieulloy-l'Abbaye.....	46

### **Titre 3 : Analyse des observations et position du commissaire enquêteur**

3-1. Position du commissaire enquêteur au cas par cas .....	47
3-2. Position générale du commissaire enquêteur .....	51

<b>Clôture et transmission du rapport et des conclusions.....</b>	<b>52</b>
---	-----------

## **Titre 1 - L'objet de l'enquête publique - Les généralités**

### **A. Généralités relatives au Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter**

#### **A1- Présentation du syndicat TRINOVAL et du projet sur le site de Thieulloy-l'Abbaye (80)**

##### **A1-1. Présentation générale de TRINOVAL**

Le SMIRTOM Picardie Ouest (Syndicat Mixte Interdépartemental de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères) gère le service public de collecte et de traitement des déchets des ménages et assure l'élimination des autres déchets qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières.

En janvier 2013, en vue de simplifier et de donner une image plus dynamique du syndicat, il est décidé de renommer le SMIRTOM PICARDIE OUEST tout en conservant l'identité juridique.

Le nom de TRINOVAL est retenu avec pour signification : **TRIER**, **INNOVER**, **VALORISER**.

TRINOVAL est donc désormais le nom de l'identité commerciale de la structure.

Son président et représentant légal est Monsieur Joseph BLEYAERT.

Implanté sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg, le territoire de TRINOVAL a la particularité de s'étendre sur 2 départements : la Somme et l'Oise.

Le centre de traitement de Thieulloy-l'Abbaye, exploité depuis 1982, est composé de plusieurs installations :

- un centre de tri (Voir § K2- Informations obsolètes figurant au dossier de DAE),
- un centre d'enfouissement,
- une plate-forme de compostage,
- une déchetterie.

Trois déchetteries extérieures (Hallencourt, Loeuilly et la Chaussée-Tirancourt) sont également gérées par TRINOVAL.

Les compétences principales de TRINOVAL sont :

- La collecte des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme comprenant :
  - la collecte hebdomadaire en porte-à-porte des ordures ménagères et assimilées,
  - la collecte sélective toutes les 2 semaines en porte-à-porte des matières recyclables,
  - la collecte par apport volontaire du verre,
  - la gestion des déchetteries.
- Le traitement des ordures ménagères et assimilées de 161 communes de la Somme et de 89 communes de l'Oise comprenant :
  - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement du centre d'enfouissement technique,
  - la gestion (exploitation investissement) du centre de tri,
  - le suivi d'exploitation (gestion par IKOS Environnement) et la gestion de l'investissement de la plate-forme de compostage des déchets verts.

De plus, les déchets recyclables de quelques communes de Seine-Maritime (convention avec IKOS) sont traités par le centre de tri de Thieulloy-l'Abbaye.

La présente demande d'autorisation d'exploiter concerne l'évolution du site de Thieulloy-l'Abbaye afin d'optimiser et pérenniser son activité de stockage et valorisation de déchets pour lequel un projet d'extension est notamment prévu.

À préciser que la présente demande d'autorisation ne concerne pas l'emprise du centre de tri et de la déchetterie qui font l'objet d'un autre arrêté préfectoral d'autorisation en date du 20 novembre 1995.

## **A1-2. Organisation des ressources et situation administrative du demandeur**

La stratégie de TRINOVAL est définie par le président et les vice-présidents élus.

TRINOVAL est un syndicat de traitement spécialisé dans la « Collecte et le traitement des déchets non dangereux » (code APE 900 B).

Son effectif est de 84 titulaires.

Son adresse est : Chemin rural n° 3 – 80640 Thieulloy-l'Abbaye.

Chiffre d'affaires 2013 : 7 065 548,00 €

Le site de TRINOVAL à Thieulloy-l'Abbaye est certifié ISO 14001 :2004 et OHSAS 18001 :2007 depuis 2004.

## **A1-3. Historique - Développement et évolution du SMIRTOM**

1981	Création du SMIRTOM des 4 cantons dont l'activité est la collecte et le traitement des déchets ménagers de 99 communes soit 30 000 habitants.
1982	Ouverture du centre de stockage où sont enfouis de 15 à 20 000 tonnes de déchets par an.
1995-1996	Construction du centre de tri de la première déchetterie à Thieulloy-l'Abbaye.
Octobre 1996	Début de la collecte sélective pour 50 000 habitants.
Janvier 2001	Le SMIRTOM des 4 cantons devient le SMIRTOM des 7 cantons, puis le SIROM des 7 cantons (Syndicat intercommunal de ramassage des ordures ménagères) pour l'activité de collecte.
	Création du SMITOP (Syndicat mixte interdépartemental de traitement des déchets ménagers de l'Ouest Picard) pour l'activité de traitement. Le SMITOP regroupe 247 communes de 2 départements (l'Oise et la Somme) soit 91 098 habitants.
Mai 2002	Extension du centre d'enfouissement technique par l'ouverture d'un 2 <sup>e</sup> casier (casier 1a) sur le centre de stockage où sont enfouis 30 000 tonnes de déchets chaque année.
Décembre 2004	Certification du SMITOP pour la norme ISO 14001 pour l'environnement et le référentiel OHSAS 18001 pour la santé, sécurité des personnes
Juillet 2007	Ouverture du casier 1b.
Septembre 2007	Fermeture du casier 1a.
Janvier 2009	Le SMITOP est dissous et le SIROM des 7 cantons devient le SMIRTOM Picardie Ouest. Les adhérents sont alors issus des communes ou des communautés de communes.
Juin 2010	Modernisation du centre de tri.
Janvier 2011	Le SMIRTOM Picardie Ouest sous-traite à IKOS Environnement l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux.
Janvier 2013	Le SMIRTOM Picardie Ouest adopte une nouvelle identité et un nom commercial : TRINOVAL.



## **A1-4. Présentation du projet**

### **A1-4-1. Objet de la demande en date du 16 juillet 2019**

Par courrier adressé le 16 juillet 2019 à Madame la Préfète de la Somme, Monsieur Joseph BLEYAERT, agissant en qualité de président de TRINOVAL, sollicite l'autorisation d'exploiter et de développer Sur les territoires des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg :

- Une extension et une modification du mode d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) :
  - Aménagement du casier 2 pour une exploitation en mode bioréacteur,
  - Augmentation de la capacité de stockage du casier 2 et du volume d'activité de l'ISDND à hauteur de 45 000 t/an ;
- Une plate-forme de valorisation et d'un casier de stockage des déchets inertes ;
- Un nouveau casier de stockage d'amiante.

Un premier dossier a été déposé en préfecture le 18 décembre 2015 et complété le 22 novembre 2018. Il a été déclaré non recevable en date du 6 juin 2019.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a donc été précisé et développé afin que l'ensemble des parties prenantes puisse apprécier la nature des modifications demandées.

Les activités actuellement présentes sur le site sont les suivantes :

- Un stockage d'amiante lié ;
- Une plate-forme de tri et de valorisation des déchets verts ;
- Un stockage de déchets non dangereux équipé d'un système de traitement des lixiviats<sup>1</sup> et de valorisation « *in situ* » du biogaz.

Le site est autorisé à exploiter ces installations par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, complété le 10 décembre 2013.

Selon la Directive IED (*Voir infra § C1. Classement ICPE du site et du projet*), l'ensemble des activités seront aménagées selon les meilleures techniques disponibles (MTD). Elles couvriront une surface d'environ 24 ha.

### **A1-4-2. Contexte général**

Le SMIRTOM Picardie Ouest, devenu aujourd'hui TRINOVAL, exploite depuis 1982 un site de stockage de déchets non dangereux sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg (80).

Les activités actuellement présentes sur le site relèvent de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Afin d'optimiser et de pérenniser l'exploitation, TRINOVAL souhaite faire évoluer son site de Thieulloy-l'Abbaye. Dans ce cadre, une demande d'autorisation a été soumise à la préfecture en décembre 2014 et complétée en juin 2015 pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux en mode bioréacteur.

TRINOVAL souhaite également développer les installations suivantes :

- L'augmentation du tonnage de l'installation de stockage de déchets non dangereux,
- Une plate-forme de valorisation des déchets inertes (plate-forme de valorisation et casier de stockage),
- Un traitement spécifique des eaux de ruissellement de la plate-forme de compostage (phyto- et TTCR - Taillis à Très Courte Rotation).

---

<sup>1</sup> Lixiviats : Liquide résiduel engendré par la percolation (traversée lente d'un milieu) de l'eau et des liquides à travers une zone de stockage de déchets.



L'aménagement d'une plate-forme de valorisation des déchets inertes tels que les gravats, terres et cailloux provenant des usagers et des artisans permettra, une fois ces déchets triés, de revendre la partie valorisable et participer à la préservation de ressources en matériaux minéraux.

Afin de pérenniser l'activité du syndicat dans le secteur géographique, TRINOVAL prévoit également l'augmentation du tonnage et la prolongation de la durée d'autorisation d'exploiter de son site. En effet, pour améliorer la qualité de service, il est indispensable de poursuivre l'exploitation du site actuel.

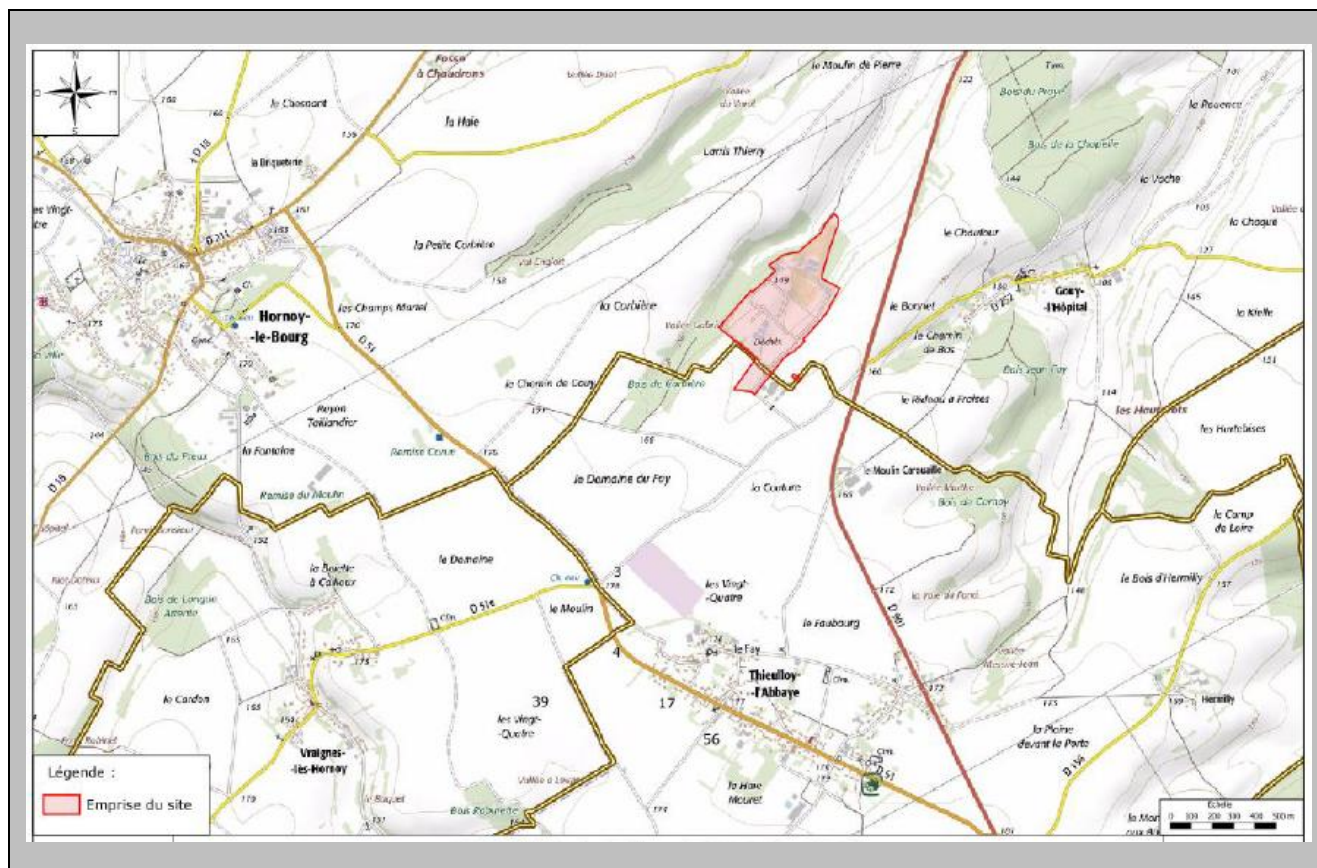
Le projet a été élaboré en cohérence avec :

- Les objectifs locaux : le programme local de prévention des déchets dans lequel TRINOVAL s'est engagé avec l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) qui a pour objectif de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7 % par habitant pour 2016,
- Les objectifs départementaux : le plan départemental des Déchets Ménagers et Assimilés dont la révision a été approuvée le 20 décembre 2007 qui a notamment pour objectif d'augmenter le taux de valorisation des déchets,
- Les objectifs nationaux et européens : la directive cadre européenne (Directive Cadre Déchets n°2008/98/CE) qui prévoit d'atteindre 70 % de taux de réemploi, recyclage et valorisation matière pour les déchets non dangereux d'ici 2020.

#### A1-4-3. Descriptif du projet – Localisation du site

Le projet de TRINOVAL combine, en complément des activités existantes, une extension et la création de certaines installations. Les installations qui seront adaptées et créées seront réalisées sur des parcelles appartenant à TRINOVAL et jouxtant les activités actuelles du site.

La surface totale du site restera la même qu'actuellement, soit environ 28 ha.



- Rapport du 06 avril 2020 – Titre 1 : L'objet de l'enquête publique - Les généralités.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

#### **A1-4-3-1. Exploitation du stockage de déchets en mode bioréacteur Augmentation de la capacité de stockage**

Les capacités actuelles des installations de TRINOVAL sont présentées dans le tableau suivant :

Type de déchets	Flux annuels (moyenne 2010 à 2013)	Volumes annuels autorisés par arrêté préfectoral
Déchets non dangereux	28 743 t/an Dont déchets amiantés 19t/an	30 000 t/an
Bois	2 183 t/an	-
Déchets verts	3 395 t/an	-
Gravats inertes	3 115 t/an	-

Le casier actuellement en exploitation (casier 1b) arrivera prochainement à son taux de remplissage maximal. Dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux, un nouveau casier (casier 2) doit être mis en place rapidement, à proximité du casier 1. Le casier 2 est en préparation.

TRINOVAL a donc déposé en décembre 2014 à la préfecture un dossier de modification non notable pour l'exploitation en mode bioréacteur du casier 2 et des compléments en juin 2015.

L'exploitation du stockage se fera sur une surface maximale de fonds de casier de l'ordre de 8000 m<sup>2</sup>, comme initialement prévu dans le dossier de demande d'autorisation de 2000. Le casier de stockage sera divisé en 10 blocs permettant de limiter les nuisances :

- de l'emprise des déchets et des envois ;
- de mieux gérer le captage du réseau de biogaz pour la mise en œuvre de puits de dégazage horizontaux et verticaux à l'avancement ;
- de limiter la production de lixiviats par un captage des eaux pluviales sur la zone restante.

Le volume total du casier 2 sera alors de 431 195 m<sup>3</sup> divisé en 9 casiers d'environ 45 000 m<sup>3</sup> et 1 casier d'environ 26 000 m<sup>3</sup>.

L'exploitation du casier sera réalisée en mode bioréacteur. La bioréaction vise à accélérer la production de biogaz. Elle consiste à récupérer les lixiviats pour les réinjecter dans la masse des déchets. Apportant humidité et nutriments aux bactéries à l'œuvre dans le massif, ils accélèrent le processus de dégradation en facilitant ainsi la récupération du méthane utilisable à des fins énergétiques.

Cette accélération est opérée par la maîtrise des principaux facteurs d'optimisation de l'activité microbienne :

- Humidité ;
- Température ;
- Nature du déchet.

Au sens strict, la gestion en bioréacteur n'est donc pas uniquement liée à la recirculation des lixiviats traités.

Toutefois, le fait qu'un taux d'humidité suffisant soit indispensable à une bonne dégradation de la matière organique amène souvent en pratique à considérer le bioréacteur comme synonyme de recirculation des lixiviats.

### **A1-4-3-2. Création d'une plate-forme de déchets inertes**

Actuellement, les déchets inertes (gravats, terre) réceptionnés par TRINOVAL sont stockés provisoirement en partie ouest du site, à proximité de la plate-forme de déchets verts.

Ces déchets inertes sont ensuite réutilisés sur site (route, couverture...).

Le volume de déchets inertes collectés est d'environ 4000 t/an (donnée 2013).

TRINOVAL a identifié une opportunité pour le développement d'une activité de valorisation de ces matériaux comprenant :

- Une plate-forme de valorisation de 10 kt/an dont 80 % de non valorisable ;
- Un casier de stockage de déchets inertes de 8 kt/an.

L'entreprise concernée représente une superficie d'environ 12 300 m<sup>2</sup>.

### **A1-4-3-3. Plate-forme déchets verts : traitement spécifique des eaux de ruissellement**

Actuellement, les eaux pluviales qui ruissellent sur la plate-forme de compostage sont collectées et acheminées via un réseau de collecte vers les filières de traitement des lixiviats. La charge polluante de ces eaux permet d'envisager un traitement spécifique, avec comme objectif d'alléger les effluents à traiter par la station de traitement des lixiviats. Le traitement spécifique considéré par le syndicat TRINOVAL est une phytoremédiation<sup>2</sup> via des filtres plantés de roseaux sur deux étages, associés à l'utilisation des eaux ainsi traitées pour l'irrigation d'un Taillis à Très Courte Rotation (TTCR).

Les macrophytes (roseaux) sont plantés sur des massifs des matériaux filtrants qui assurent un rôle de support pour ceux-ci et jouent un rôle important de filtration physique.

Les massifs filtrants sont composés de différentes couches de graviers de différentes granulométries dans lesquelles les roseaux se développent. Les rhizomes des roseaux sont d'excellents supports pour les populations bactériennes, ils joueront un rôle important dans le traitement de la pollution organique.

L'installation de phytoremédiation envisagée sera aménagée en partie Nord du site sur une emprise globale de 700 m<sup>2</sup> environ correspondant à un bassin de sédimentation (BTS) et deux étages de filtres plantés de roseaux (FPR1 et FPR2).

Une exploitation de TTCR est prévue au droit du site à proximité de l'installation de phytoremédiation, afin de valoriser ces eaux traitées.

La surface correspondante est d'environ 6700 m<sup>2</sup>.

Il s'agit d'une culture intensive d'arbres rejetant des souches, irriguées par les eaux traitées issues des filtres plantés de roseaux. Les TTCR présentent une densité très forte (10000 à 15000 tiges/ha). On y récolte tous les trois à quatre ans, en hiver, des petites tiges directement transformées en broyat valorisable en bio combustible.

La durée de vie moyenne des TTCR est de 25 ans environ.

Le syndicat TRINOVAL prévoit la valorisation de la biomasse ainsi produite via la filière de chauffage bois. Les chaufferies des alentours ont été identifiées et sont susceptibles de réaliser cette valorisation.

---

<sup>2</sup> Phytoremédiation : Technique de dépollution basée sur les plantes et leurs interactions avec le sol et les microorganismes.

## **A2- Capacités techniques et financières du demandeur**

### **A2-1. Capacités techniques**

Se référer au §A1-1. Présentation générale de TRINOVAL.

Dans le cadre de son projet d'extension, TRINOVAL ne prévoit pas de compléter ses moyens matériels.

### **A2-2. Capacités financières**

L'installation actuellement active est composée de 4 casiers aménagés pour être exploités en mode bioréacteur. Le deuxième est en cours d'exploitation.

La finalisation de l'alvéole accueillant ces casiers et l'aménagement des 5 futurs casiers qui la complèteront nécessitera un investissement total de 900 K€. Ce chiffrage, basé sur la première tranche de travaux effectuée en 2014 a été évaluée en tenant compte de l'évolution constatée puis estimée de l'indice TP, à horizon 2019, année au cours de laquelle cet investissement est programmé.

La couverture définitive des anciens casiers est budgétisée à hauteur de 200 K€.

La réalisation des tranchées drainantes dans chacun des casiers exploités s'effectue à l'avancement à raison de 41 K€ par an.

L'exploitation des installations est assurée par la société IKOS environnement dans le cadre d'un marché de services qui arrivera à échéance au plus tard en 2023. IKOS fait sous-traiter la gestion de la station d'épuration à la société OVIVE.

Une provision est effectuée en prévision de la post-exploitation des installations à hauteur de 160 K€ par an (compte 6815 dans le compte administratif).

Avec une épargne nette de 2,4 millions d'euros et une capacité de désendettement d'1,2 an en 2016, le Syndicat présente une très solide capacité d'investissement (cf. résultats cumulés page 3 du compte administratif en Annexe 4 du dossier).

TRINOVAL est un établissement public dont les recettes courantes sont composées à 70 % des Redevances d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM) perçues directement auprès des usagers et des contributions versées par les collectivités adhérentes. Ses ressources courantes présentent donc une réelle garantie de stabilité.

L'exploitation de l'ISDND est confiée à la société IKOS et la gestion de la station d'épuration est confiée à OVIVE.

TRINOVAL présente une très solide capacité d'investissement, comme présentée dans le compte administratif et le compte de gestion 2017 en Annexe 5 du dossier.

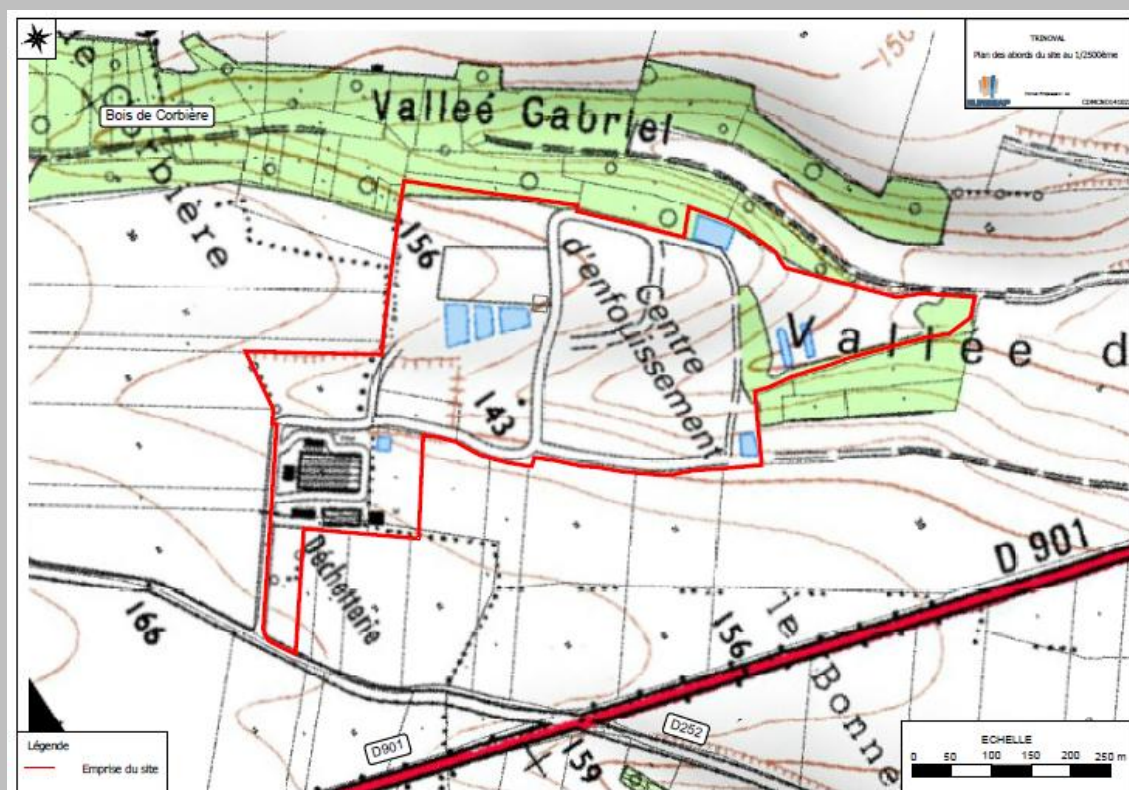
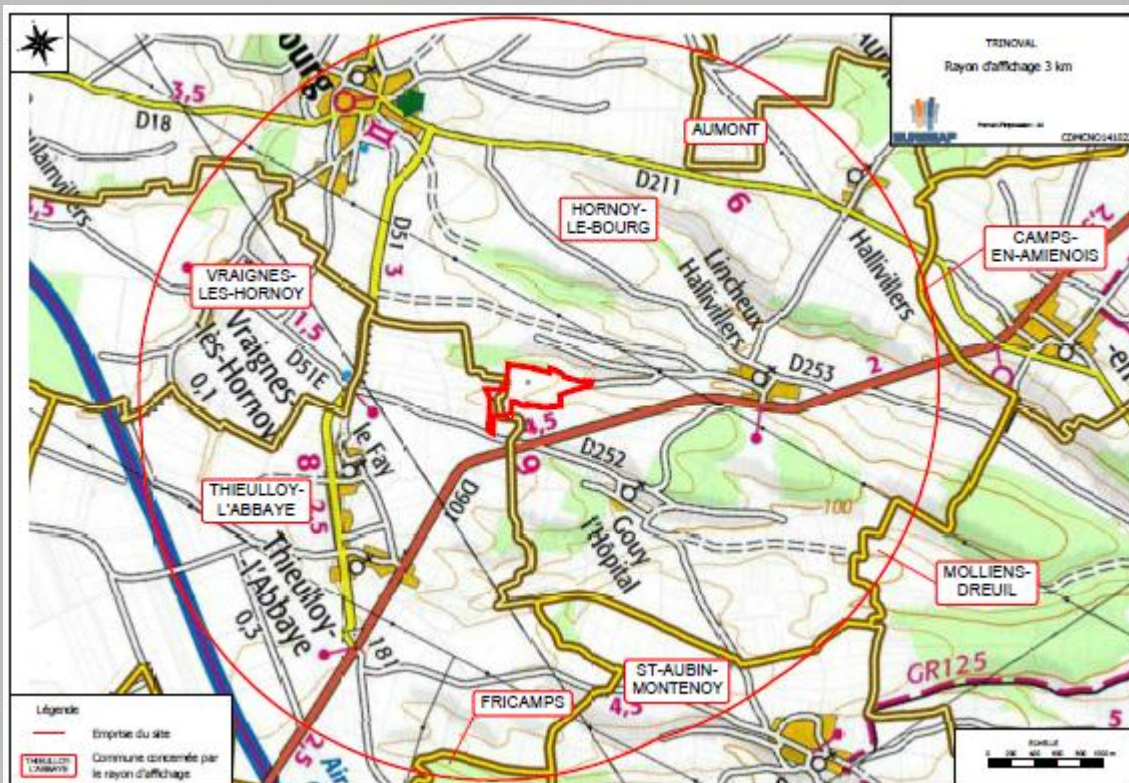
Avec un résultat cumulé de plus de 5,8 millions d'euros au 31/12/2017 et un niveau d'endettement faible, TRINOVAL présente de réelles et solides capacités d'investissement.

## **A3- Les plans réglementaires**

Le dossier comprend :

- une carte au 1/25 000<sup>ème</sup> de situation du projet
- un plan des abords de l'installation au 1/2 500<sup>ème</sup>
- un plan d'ensemble au 1/1 000<sup>ème</sup> de la vue complète du site.





- Rapport du 06 avril 2020 – Titre 1 : L'objet de l'enquête publique - Les généralités.  
 - Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

## **A4- Maîtrise foncière des parcelles du projet**

Un plan d'implantation cadastrale du site actuel est joint dans le Dossier n°7 – Plans.

Les activités concernées par le projet faisant l'objet du dossier, sont envisagées sur les parcelles cadastrales du site TRINOVAL actuel, qui sont toutes la propriété du Syndicat.

La présente demande d'autorisation ne concerne pas l'emprise du centre de tri et de la déchetterie (parcelle ZH54, Zh55, ZH56 en partie, ZH47, YX17 en partie) qui font l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation indépendant en date du 20 novembre 1995.

Ces parcelles hors site sont néanmoins concernées par la zone de servitudes des 200 m (Partie V du dossier n°1).

Les installations de valorisation du biogaz rattachées à l'installation de l'ISDND sont situées sur les parcelles ZH56 et YX17, localisées sur les anciennes parcelles AB49 et AB72 mentionnées par l'arrêté préfectoral du 20 novembre 1995.

## **B. Généralités relatives au dossier de Servitudes d'Utilité Publique** **Maîtrise foncière dans la bande des 200 m**

### **B1. Règlement d'urbanisme**

Le centre de stockage est situé en zone « NCo » du Plan d'Occupation des Sols (POS) de la commune d'Hornoy-le-Bourg, approuvé le 11 septembre 1989 et révisé le 2 février 2000.

La zone « NCo » autorise uniquement les décharges contrôlées d'ordures ménagères et les constructions et installations directement liées à l'exploitation des décharges d'ordures ménagères.

Ce classement est donc compatible avec le projet.

### **B2. Zonage et nature des terrains dans la zone de servitudes**

Les parcelles hors site concernées par la zone de servitudes des 200 m au-delà de la future zone à exploiter de l'ISDND comprennent :

- des parcelles agricoles cultivées ;
- le centre de tri et la déchetterie ;
- des boisements.

De manière à répondre à l'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 15 février 2016, en ce qui concerne les garanties d'isolement des tiers dans un rayon de 200 m, il convient de noter l'absence d'habitation dans ce rayon.

Les servitudes, si elles sont constituées, concerneront les parcelles situées dans la bande des 200 m non incluses dans l'emprise ICPE du site projeté et seront annexées à la carte communale de Thieulloy-l'Abbaye dans les conditions prévues par les articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'urbanisme.

### **B3. Évaluation des impacts du projet sur la zone de servitudes**

#### **B3-1. Au regard de la compatibilité des activités environnantes**

Le site de TRINOVAL se situe en zone rurale.

L'environnement proche du périmètre d'étude est composé de zones de champs cultivés et de massifs boisés. Les terrains actuels de TRINOVAL sont bordés au nord, au sud et à l'est par des parcelles agricoles cultivées et à l'ouest par des espaces boisés.

Les zones urbanisées les plus proches sont Thieulloy-l'Abbaye à 1,7 km au sud et Hornoy-le-Bourg à environ 2,5 km à l'ouest.

Les activités agricoles ne font pas l'objet de pompage d'eau dans les fossés présents en bordure de voirie ou des chemins, ni dans les cours d'eau non pérennes à proximité immédiate du site.

Le site étudié ne se situe pas dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage AEP.

Aucun forage n'a par ailleurs été recensé dans ce périmètre des 200 m.

Aucun bâtiment à usage d'habitation n'a été recensé dans ce périmètre.

Enfin, on peut noter l'absence de tout vestige, monument classé ou inscrit, ou infrastructures sportives ou touristiques dans le périmètre concerné.

Ainsi, les activités environnantes ne présentent pas d'incompatibilité avec les activités du site en projet.

## **B3-2. Au regard des nuisances susceptibles d'être générées par les activités du projet sur les activités environnantes**

### **B3-2-1. Impact sur le milieu humain**

Le site d'étude est situé au sein d'espaces agricoles et boisées.

Les premières habitations sont situées à plus de 700 m du site, un établissement recevant du public est situé en limite sud du site. Les communes environnantes sont rurales et l'agriculture représente le premier secteur d'activité dans la zone d'étude.

Les nouvelles activités du site TRINOVAL auront un impact sur le développement économique des communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-Le-Bourg.

En effet, l'augmentation de la capacité de stockage de déchets non dangereux, le renforcement et la mise en place de nouvelles activités (valorisation et stockage de déchets inertes) permettra de pérenniser le site et donc l'activité et le personnel pour une quinzaine d'années.

Aucune création d'emploi n'est prévue.

### **B3-2-2. Impact sur les sols**

#### **✓ Mouvements de terre**

Les aménagements liés au projet consisteront à des opérations de déblais/remblais. L'équilibre remblais/déblais sera atteint. Les terres issues de l'excavation des casiers ISDND et ISDI<sup>3</sup>, seront utilisées sur site pour la création de pistes et le recouvrement périodique de l'ISDND.

#### **✓ Casier ISDND**

Le complexe d'étanchéité mis en place (barrières passive et active), couplé à un système de collecte des lixiviats, réduit au minimum tout risque d'infiltration de lixiviats vers les sols lié à l'exploitation de l'ISDND.

L'exploitation en mode bioréacteur réduit de plus l'apport des eaux météoriques dans le flux de lixiviats, ce qui assure le fonctionnement du système de gestion des lixiviats vis-à-vis de son dimensionnement.

Les consignes et procédures en cas d'incendie dans les casiers permettent également de limiter les risques de transfert de lixiviats lié à un potentiel endommagement du dispositif d'étanchéité.

Afin de ne pas modifier de façon importante les écoulements superficiels et l'érosion des sols consécutifs, un réseau de collecte des eaux de ruissellement sera mis en place dès le début des travaux.

Ainsi, les impacts liés aux mouvements de terres et ceux liés à l'exploitation du projet sur la qualité des sols, seront maîtrisés.

---

<sup>3</sup> ISDI : Installation de Stockage de Déchets Inertes.



### **B3-2-3. Impact sur les eaux souterraines**

#### **✓ Impacts des zones de stockage et de valorisation de déchets inertes**

Les activités du site ne présentent aucun risque compte tenu de la nature inerte des déchets stockés.

En effet, les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique. Ils ne sont pas biodégradables et ne se détériorent pas au contact d'autres matières d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. Le stockage de ces déchets n'engendrera pas de pollutions des eaux souterraines.

Les activités de traitement physique des déchets inertes mettent en jeu du matériel mobile de concassage et de criblage. Les opérations seront menées sur une plate-forme bétonnée isolant le sol sous-jacent des risques de fuite d'huile ou de carburant.

Par ailleurs, aucun usage sensible n'a été relevé en aval du site, le captage le plus proche étant celui de Molliens-Dreuil situé à 7 km.

Compte tenu de la faible profondeur des terrassements, et de l'étanchéité prévue des zones de valorisation, aucun impact sur les eaux souterraines n'est attendu pour ces installations.

#### **✓ Impacts de la gestion de l'ISDND en mode bioréacteur**

L'impact potentiel de cette évolution du site sur les eaux souterraines est lié à l'infiltration des lixiviats, et à la contamination de la nappe d'eaux souterraines. Un tel phénomène apparaît comme improbable étant donné les mesures mises en oeuvre : le confinement des lixiviats est assuré par l'étanchéité de l'ISDND conformément à la réglementation en vigueur.

En effet, la structure multicouche sous-jacente sera constituée d'une barrière dite passive et d'une barrière dite active.

L'exploitation du casier 2 en mode bioréacteur ne présente aucun impact potentiel supplémentaire vis-à-vis d'une exploitation classique, telle qu'autorisée par l'arrêté préfectoral en vigueur.

La mise en place des barrières d'étanchéité et des rétentions sur les différents aménagements et équipements des activités projetées permet d'assurer un impact potentiel limité du projet sur les eaux souterraines, et aucun impact supplémentaire vis-à-vis des installations autorisées.

### **B3-2-4. Impacts sur la santé, l'air et les odeurs**

Dans le cadre de l'établissement du DDAE, les risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques ont été évalués au travers de l'étude santé (Dossier n°4- Volet sanitaire). Les évaluations suivantes ont été menées :

- Évaluation des émissions de l'installation ;
- Évaluation des enjeux et des voies d'exposition ;
- Évaluation de l'état des milieux ;
- Évaluation prospective des risques sanitaires liés au site.

Une campagne de mesure de la qualité de l'air a pour cela été réalisée. Cette étude a permis d'apporter des éléments d'appréciation pour la gestion des émissions de l'installation classée et de son impact sur l'environnement.

L'interprétation de l'état des milieux montre qu'en l'état actuel de fonctionnement de l'installation, l'état des milieux est compatible avec les usages.

Dans les conditions d'études retenues et en l'état actuel des connaissances scientifiques, le risque sanitaire lié à l'inhalation des polluants atmosphériques potentiellement émis par le site TRINOVAL, dans ses configurations actuelle et future, est non significatif.

### **B3-2-5. Impacts sur le niveau sonore et vibrations**

Par rapport aux installations actuellement autorisées, les nouvelles installations mises en place n'entraîneront des nuisances supplémentaires qu'à l'occasion des campagnes de traitement mécanique des déchets inertes en vue de leur valorisation. Ces impacts restent limités dans le temps : faible fréquence (moins d'une campagne par mois).

Aucun impact supplémentaire concernant le bruit et les vibrations n'est à prévoir.

### **B3-2-6. Impact lié aux émissions lumineuses**

Comme actuellement, les horaires d'ouverture du site limiteront l'usage d'éclairage artificiel à la période hivernale.

Compte tenu de l'éloignement des premières habitations, du dénivelé naturel du site et de la présence de végétations entourant le site, les projecteurs et phares des véhicules ne seront pas perceptibles et ne sont pas de nature à provoquer une gêne pour les habitations.

De plus, l'ensemble des éclairages sera éteint en dehors des périodes d'exploitation.

Seuls les éclairages de sécurité seront maintenus sur le site.

Le nouveau projet d'aménagement n'aura pas d'effet supplémentaire sur l'ambiance lumineuse par rapport à l'état initial.

### **B3-2-7. Risque incendie**

L'étude de danger réalisée dans le cadre du projet (voir Dossier n°5 - Étude de Danger), a mis en évidence que le risque d'incendie interne faisait partie des risques prépondérants pour les activités de TRINOVAL.

Les nombreuses mesures de prévention mises en place permettront de maîtriser les potentiels de dangers identifiés et de réduire la probabilité de ce risque.

Cependant, il reste envisageable qu'un incendie se déclare malgré toutes les précautions qui seront prises.

La détection rapide d'un sinistre ainsi que les moyens et méthodes d'intervention proposées permettront de limiter sa durée, son extension et de réduire l'impact sur le milieu extérieur au site. Toutefois, aucune habitation n'étant implantée dans le périmètre de 200 m autour de la zone à exploiter, les risques pour la population demeurent faibles.

Les activités existantes dans le périmètre de 200 mètres, objet de la présente demande, ne sont pas de nature à être modifiées par l'institution des règles intérieures de fonctionnement.

De plus, les équipements de détection et moyens mis en place pour prévenir ou combattre un éventuel incendie, ne sont pas de nature à perturber les activités existantes autour du site dans le périmètre concerné.

## **B4. Périmètre concerné et énoncé des règles envisagées**

### **B4-1. Procédure et références réglementaires**

La procédure relative à l'institution de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) est définie par les articles R.515-24 à R.515-31 de la partie réglementaire du Code de l'Environnement.

Cette demande est fondée selon les dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'Environnement modifié par l'article 149 de la Loi n°2002-276 relative à la démocratie de proximité, en date du 27 février 2002.

Les servitudes, si elles sont constituées, seront annexées au document d'urbanisme de la commune de Thieulloy-l'Abbaye dans les conditions prévues par les articles L.126-1 et R.123-22 du Code de l'urbanisme.

## **B4-2. Périmètre concerné par les servitudes**

Le périmètre des servitudes concerne une bande foncière de 200 mètres autour de la zone de stockage des déchets non dangereux qui a été délimitée à partir de la crête de digue des casiers.

Bien que disposant de la maîtrise foncière d'une partie des parcelles concernées, TRINOVAL fait porter la demande de servitudes sur l'ensemble des parcelles concernées par la bande des 200 mètres.

En application de l'article L512-12 et 515-9 du Code de l'Environnement, le syndicat TRINOVAL demande l'institution de servitudes d'utilité publique (SUP).

Cette demande est faite en parallèle de la procédure au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Les enquêtes publiques de ces deux procédures seront concomitantes.

## **B4-3. Énoncé des règles envisagées dans le cadre de la constitution des servitudes**

Les servitudes d'utilité publique objet de la présente demande d'institution porteront sur les critères définis ci-après :

- ✓ Interdiction du droit d'implanter des constructions à usage d'habitation et d'aménager des terrains de camping, de stationnement de caravanes, mobil-homes et camping-cars,
- ✓ Subordination des conditions d'utilisation du sol et du sous-sol (forages, drainages...) à l'absence d'utilisation humaine ou animale des eaux prélevées ;
- ✓ Subordination des modifications de l'état du sol et du sous-sol (retenues d'eau, carrières...) au respect des prescriptions tendant à assurer la protection du site d'exploitation ;
- ✓ Limitation des ouvrages et constructions à un usage autre que celui d'habitation, les bâtiments d'élevage devant être soumis à des prescriptions préfectorales propres permettant d'assurer leur protection et celle de l'environnement ;
- ✓ Tout stockage de produits explosifs ou inflammables sera interdit,
- ✓ Tout comblement sans dérivation des fossés ou ruisseaux temporaires recevant les différents rejets du site sera interdit,
- ✓ Devront être soumis à étude d'impact préalable les ouvrages ou travaux suivants compris dans la bande des 200 mètres :
  - Création de captages d'eau, de puits ou de forages ;
  - Création de carrières ou galeries souterraines ;
  - Travaux de drainage en profondeur affectant les écoulements d'eau souterrains,
  - Dérivation des fossés ou ruisseaux temporaires recevant les différents rejets du site, ou captage d'eau pour un usage quelconque dans ces fossés ou ruisseaux temporaires.
- ✓ L'accès aux parcelles sera rendu possible pour permettre la surveillance et l'entretien du site.

## **B4-4. Durée d'institution des servitudes**

Les servitudes d'utilité publique, objet de la présente demande, devront être instituées jusqu'à la fin de la période de post-exploitation de l'ISDND, soit 30 ans après la fermeture du site.

La date d'échéance des servitudes est donc envisagée au 31 décembre de l'année 2061, pour une exploitation du casier de 2016 à 2031.

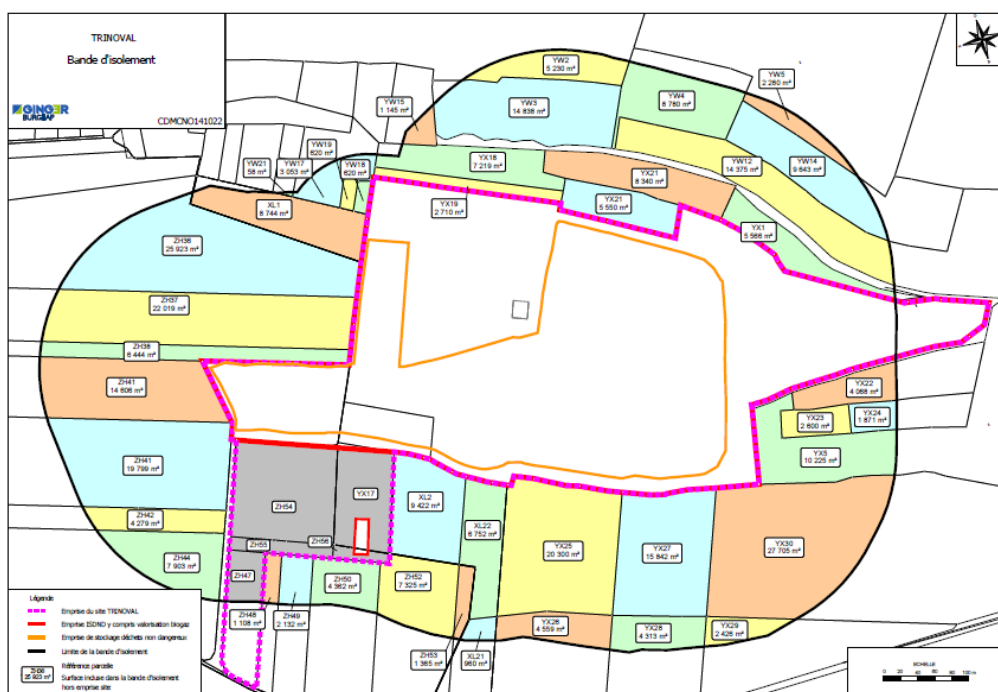
Dans l'hypothèse où les déchets seraient retirés de la zone de stockage, les servitudes cesseront de produire leur effet.

## B4.5. Indemnités

Conformément aux dispositions de l'article L.515-12 du Code de l'Environnement, ces servitudes pourront être indemnisées à l'amiable dans les conditions prévues par l'article L.515-11 du même code, dès lors que leur institution entraînera un préjudice direct, matériel et certain aux propriétaires, aux titulaires de droits réels ou à leurs ayants droits.

## B4-6. Plan parcellaire des zones concernées par le projet et la demande de SUP

Suivant la demande présentée le 18 décembre 2015, complétée les 16 novembre 2018, 16 juillet et 29 août 2019 par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL), dont le siège social est situé chemin rural n°3 « Les Corbières » à Thieulloy-l'Abbaye (80 640), en vue de l'extension de son installation de stockage de déchets non dangereux, parcelles cadastrées section ZH39, ZH56 pp et YX17 pp, sur le territoire de la commune de Thieulloy-l'Abbaye et section YXa, YX4z, YX3a, YX3c, YX3d, YX3e, YX3f, YX3g, YX3h, YX3i, YX3z, YX3b, sur le territoire de la commune d'Hornoy-le-Bourg, ainsi que l'instauration de servitudes d'utilité publique :



## C- Modifications induites par le projet sur le classement ICPE et Loi sur l'Eau du site (Dossier SUP)

Le projet d'évolution des installations de TRINOVAL comprend :

- ✓ L'aménagement du casier 2 pour une exploitation en mode bioréacteur, et la modification des modalités de couverture finale des casiers 1 et 2, avec une rehausse du dôme final ;
- ✓ L'augmentation de la capacité de stockage du casier 2 et du volume d'activité de l'ISDND ;
- ✓ La création d'un nouveau casier amiante dans le prolongement du précédent ;
- ✓ L'adaptation des activités existantes : aménagement d'une plate-forme de valorisation et d'un casier de stockage des déchets inertes.

Le reste des installations ne sera pas modifié.

Ces différentes modifications engendrent certaines évolutions dans le classement ICPE des installations du site.

- Rapport du 06 avril 2020 – Titre 1 : L'objet de l'enquête publique - Les généralités.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

## C1. Classement ICPE du site et du projet

Le site TRINOVAL de Thieulloy-l'Abbaye est actuellement soumis aux prescriptions des arrêtés préfectoraux suivants :

- ✓ Arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 autorisant le SMIRTOM des Quatre Cantons à exploiter l'extension du centre de stockage susvisé de déchets ménagers et assimilés ou de déchets ultimes provenant de déchets ménagers et assimilés, une plate-forme de déchets verts et un centre de stockage de déchets d'amiante ciment ;
- ✓ Arrêté complémentaire du 9 Décembre 2009 délivré au SMITOP modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 et du 9 Novembre 2001 ;
- ✓ Arrêté du 6 Avril 2010 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest l'autorisant à se substituer au SMITOP en validant le changement d'exploitant et la modification de l'arrêté du 11 Juin 2001 et de tous arrêtés complémentaires s'y rattachant pour son site ;
- ✓ Arrêté préfectoral du 10 décembre 2013 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest pour la mise en œuvre d'une installation de valorisation de biogaz.

En complément de ces activités, dont certaines vont évoluer, le projet comprend la création d'une plate-forme de déchets inertes.

Les activités, objet du présent dossier de demande d'autorisation d'exploiter, relèvent donc de la Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Suite à la transposition de la directive IED<sup>4</sup> dans le droit français, notamment au niveau de la nomenclature des ICPE, le site est soumis à autorisation (rayon d'affichage de 3 km) sous la rubrique ICPE n°3540 :

« Installations de stockage de déchets d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ».

À noter que l'activité de l'unité mobile de valorisation des matériaux n'est pas classée par la réglementation ICPE car cette unité mobile sera prise en charge par le prestataire IKOS et ne sera donc pas incluse dans les installations du site de TRINOVAL.

Elle ne fait en effet pas partie du périmètre ICPE du site.

Le classement ICPE du site projeté a été actualisé, les rubriques suivantes ont été ajoutées :

- n°2510-3 : concernant les affouillements de sol, régime de l'autorisation,
- n°2515-1 : installation de broyage, régime de l'enregistrement,
- n°2517 : installation de transit, non classée,
- n°2760-2 : concernant le stockage d'amiante, régime d'autorisation.

*Ce classement a été établi avec la nomenclature des ICPE – version avril 2017. Les abréviations utilisées sont :*

- A-X : Autorisation et rayon d'affichage en kilomètres ;
- E : Enregistrement ;
- D : Déclaration ;
- DC : Déclaration avec contrôle périodique ;
- S : Servitude d'utilité publique ;
- NC : Non Classé.

---

<sup>4</sup> Directive IED : La directive n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Un de ses principes directeurs est le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD).

MTD : Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et le plus avancé des activités et de leurs modes d'exploitation. Elles doivent démontrer leur aptitude pratique à constituer la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

---

- Rapport du 06 avril 2020 – Titre 1 : L'objet de l'enquête publique - Les généralités.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).



Tableau récapitulatif de classement ICPE du projet			
1436	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Réservoir de 20 000 L, double paroi (9000 L GO+5 500 L de GNR+ 5 500 L ADBLUE) Calcul capacité équivalente totale : Gazole et GNR catégorie C 9000+5500 = 14500L 14500/5 (car double paroi) = 2900L Cuve mobile sur casier de 2500L C équivalente totale = (2900+2500)/5 = 1080L soit 1 m3 Densité de 845Kg/m3 donc <1To	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. La quantité annuelle de carburant distribuée étant inférieure à 100 m³	Gazole = 265 m3 GNR = 22 m3 GNR ISDND = 44 m3 C équiv totale = (265+22+44)/5 = 66 m3/an	NC
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m3	Stockage de déchets de bois : volume autorisé de 4 500 m3	A-1
2780	Installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires. La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t.	Plate-forme de compostage : volume autorisé inférieur à 30 T/j	D
2921.2	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installation de) : La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3000 KW.	Évaporateur : puissance thermique autorisée 1400 KW	DC
2760.2	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L.541- 30-1 du Code de l'Environnement. Installation de stockage de déchets non dangereux	Centre de stockage de déchets non dangereux : volume autorisé de 30 000 T Volume projeté de 44 kT/an de DND Volume projeté de 1 kt/an d'amiante lié	A-1
3540	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes		A-3

- Rapport du 06 avril 2020 – Titre 1 : L'objet de l'enquête publique - Les généralités.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

2760.3	Installation de stockage de déchets inertes	Volume admis de 10 kT/an de déchets inertes (dont 8 kT/an pour le stockage et de 2 kT/an pour la valorisation)	E
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10T/j	Installation de broyage des déchets de bois 187 T/J	A-2
Sans	Installations connexes à l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux	Installations destinées à la destruction ou valorisation du biogaz Torchère : 1750 kw Chaudière 1950 kw	NC
2510.3	Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes.	Les affouillements des sols envisagés pour la création de l'ISDI comprend une superficie de 10 800 m <sup>2</sup> et un volume de déblais de 70 800 m <sup>3</sup> .	A-3
2515.1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	Puissance de 315 kW	E
2517	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques.	Aire de transit prévue de 1 000 m <sup>2</sup>	NC

## C2. Loi sur l'Eau

Le projet n'est pas soumis à la Loi sur l'Eau car :

- ✓ Aucun prélèvement et aucun rejet dans les eaux souterraines et superficiel n'est prévu ;
- ✓ Le projet n'est pas localisé en zone inondable ;
- ✓ Le projet ne modifie pas l'écoulement d'un cours d'eau et aucune création de plan d'eau n'est prévu ;
- ✓ Le projet n'est pas localisé en milieu marin ;
- ✓ Le projet n'est pas localisé au sein d'une zone humide.



## D- Le contexte réglementaire (Dossier SUP)

Le syndicat TRINOVAL envisage l'extension de son site de Thieulloy-l'Abbaye en réalisation d'un nouveau casier de stockage de déchets non dangereux en mode bioréacteur, d'un nouveau casier amiante et d'une plate-forme de valorisation et de stockage de déchets inertes.

Le reste des installations ne sera pas modifié.

Le présent Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter est réalisé dans le cadre de ce projet, conformément aux articles L.511-1 à L.512-2 et R.512-1 à R.517-10 du Code de l'Environnement.

Ces textes prévoient que les modifications induites par le projet, de par leur classement au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sont substantielles et doivent faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter préalable à leur exploitation.

Une nouvelle autorisation d'exploitation sera donnée sous la forme d'un arrêté préfectoral qui fixera les dispositions que l'exploitant devra respecter pour l'ensemble du site de Thieulloy-l'Abbaye.

Cette autorisation est délivrée par le préfet du département après instruction du dossier par les services compétents de l'état, enquête publique et avis des conseils municipaux concernés, puis après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

La consultation de la population se fait par enquête publique. Elle est obligatoire et découle des articles L.512-2, R.512-14 et R.512-15 du Code de l'Environnement.

Le déroulement de l'enquête publique est régi par les articles L.123-1 à L.123-16 et R.123-1 à R.123-33 du Code de l'Environnement.

L'enquête publique a une durée de 1 mois avec une possibilité de prolongation exceptionnelle de 15 jours supplémentaires sur l'initiative du Commissaire Enquêteur.

Les principaux textes de référence à rappeler dans le cadre de cette procédure sont les suivants :

- ✓ Les articles L.511-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- ✓ Les articles R.512-1 à R.517-10 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs, les principaux textes réglementaires régissant les activités du site et du projet d'extension sont rappelés ci-après :

- ✓ L'Arrêté Préfectoral du 28 Juin 1982 autorisant le SIRTOM des quatre cantons à exploiter un dépôt d'ordures ménagères en décharge contrôlée ;
- ✓ L'Arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 autorisant le SIRTOM des quatre cantons à exploiter l'extension du centre de stockage susvisé de déchets ménagers et assimilés ou de déchets ultimes provenant de déchets ménagers et assimilés, une plate-forme de déchets verts et un centre de stockage de déchets d'amiante ciment ;
- ✓ L'Arrêté du 9 Novembre 2001 autorisant le SMITOP à se substituer au SIRTOM des quatre cantons dans l'exploitation du centre de stockage des déchets ménagers et assimilés ou de déchets ultimes provenant de déchets ménagers et assimilés, une plate-forme de déchets verts et un centre de stockage de déchets d'amiante ciment ;
- ✓ L'Arrêté complémentaire du 9 Décembre 2009 délivré au SMITOP modifiant certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 Juin 2001 et du 9 Novembre 2001 ;
- ✓ L'Arrêté du 6 Avril 2010 délivré au SMITOP Picardie Ouest l'autorisant à se substituer au SMITOP en validant le changement d'exploitant et la modification de l'arrêté du 11 Juin 2001 et de tous arrêtés complémentaires s'y rattachant pour son site ;
- ✓ L'Arrêté du 10 décembre 2013 délivré au SMITOP Picardie Ouest pour la mise en oeuvre d'une installation de valorisation de biogaz ;

- ✓ L'Arrêté du 24 avril 2014 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest de mise en demeure pour stopper l'infiltration des lixiviats traités ;
- ✓ L'Arrêté du 24 décembre 2014 délivré au SMIRTOM Picardie Ouest pour l'arrêt de procédure de mise en demeure.

## **E- Origine des déchets (Dossier SUP)**

### **E1- Origine et identification des déchets actuellement stockés sur le site**

#### **E1-1. Installation de stockage de déchets non dangereux**

D'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets admis sont les déchets ménagers et assimilés et les déchets ultimes au sens de la loi n°76-663 issus des déchets ménagers et assimilés provenant des départements de la Somme, de la Seine-Maritime et de l'Oise. Les déchets admis dans le cadre du projet resteront inchangés.

#### **E1-2. Plate-forme de compostage**

D'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets verts traités au droit de la plate-forme de compostage sont issus :

- ✓ des déchetteries ;
- ✓ des végétaux apportés avec les DIB (Déchet Industriel Banal) ;
- ✓ des végétaux apportés par les services d'entretien des espaces verts des communes concernées.

En 2014, 4546,13 tonnes de déchets verts entrants ont été acceptés sur la plate-forme. 1 018 tonnes de compost ont été vendues et produites selon la norme NFU 44-051, principalement pour alimenter la filière agricole et les particuliers du secteur géographique.

La valorisation des déchets verts produit 45 % de compost, 20 % de refus de criblage qui sont valorisés en chaudières industrielles (bois classe A) ou enfouis en ISDND (bois classe B), et 35 % de perte d'eau due à la dégradation organique.

#### **E1-3. Stockage de déchets amiantés**

En 2014, 69,48 tonnes de déchets amiantés ont été réceptionnés sur le site. En 2016, ce chiffre était descendu à 34,41 tonnes. Ces déchets proviennent principalement de la Somme (89 %), de l'Oise (10 %) et de la Seine Maritime (1 %). Les déchets d'amiante liée sont exclusivement amenés par des particuliers. Lors de l'arrivée de ce type de déchets, un bordereau indiquant les coordonnées du producteur, la quantité et la date d'amenée est renseignée.

Après chaque amenée de déchets d'amianté liée, ceux-ci sont recouverts de terre afin de limiter leur envol.

#### **E1-4. Stockage provisoire de déchets inertes**

Des déchets inertes (de type gravats) sont réceptionnés au droit du site. Ils sont stockés provisoirement et ensuite réutilisés sur le site comme matériaux de réalisation de pistes sur le casier d'enfouissement. Ils sont aussi utilisés comme matériaux de recouvrement.

#### **E1-5. Déchets interdits**

D'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, les déchets suivants sont interdits au droit du site :

- ✓ Les déchets dangereux et les déchets industriels spéciaux définis par l'arrêté ministériel du 18 décembre 1992 modifié ;

- ✓ Les déchets d'activité de soins et assimilés à risque infectieux ;
- ✓ Les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- ✓ Les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB (polychlorobiphényles) ;
- ✓ Les déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages et qui sont valorisables dans des conditions techniques et économiques acceptables ;
- ✓ Les déchets non refroidis, inflammables et explosifs ;
- ✓ Les déchets dangereux, des ménages collectés séparément ;
- ✓ Les déchets liquides ou dont la siccité (*état de ce qui est sec*) est inférieure à 30 % ;
- ✓ Les pneumatiques usagés à compter du 1er juillet 2002.

## **E2- Origine et caractéristiques des nouveaux déchets admis**

### **E2-1. Déchets admis sur le nouveau casier 2 de l'ISDND**

Les déchets admis sur le casier 2 seront ceux actuellement admis sur le casier 1b en exploitation conformément à l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001, c'est-à-dire les déchets ménagers et assimilés provenant des départements de la Somme, de la Seine-Maritime et de l'Oise.

Dans le cadre du projet, les déchets admis resteront inchangés.

### **E2-2. Déchets admis sur le stockage d'amiante liée**

Les déchets admis sur l'extension du stockage d'amiante liée seront les mêmes que ceux admis actuellement. Des consignes pour la gestion de l'amiante (annexe 2 du DDAE) et des instructions pour le traitement des matériaux et produits contenant de l'amiante (annexe 3 du DDAE) ont été mises en place par TRINOVAL.

### **E2-3. Déchets admis sur la plate-forme de déchets inertes**

Les déchets inertes sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante.

Les conditions d'admission des déchets au sein des ISDI sont désormais fixées par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les déchets inertes pouvant être stockés sur le site TRINOVAL seront notamment des déchets issus des travaux relatifs à la réhabilitation et à la démolition dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ainsi que les travaux de dépollution. Ils proviendront du réseau de déchetteries de TRINOVAL, des artisans et des particuliers sur le périmètre d'action de TRINOVAL.

Les déchets stockés sur le site pourront être par exemple :

- ✓ Des déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés) en mélange ou non ;
- ✓ Des mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques ;
- ✓ Des mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique ;
- ✓ Des terres (y compris déblais provenant de sites contaminés), sables, cailloux et boues de dragage ;
- ✓ Des ballasts de voie.

## **E2-4. Déchets interdits pour le stockage**

Les déchets interdits sur le site seront les mêmes que ceux actuellement interdits d'après l'arrêté préfectoral du 11 juin 2001 (voir paragraphe 1.6 du dossier).

Pour le stockage de déchets inertes, seront exclus (cf. article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2014) :

- ✓ Les stockages de déchets radioactifs au sens de la directive 96/29/EURATOM du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants ;
- ✓ Les stockages de déchets à risques infectieux tels que définis dans le décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique ;
- ✓ Les stockages de déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles, et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures ;
- ✓ Les stockages dans des cavités naturelles ou artificielles en sous-sol.

## **E3- Estimation des tonnages de déchets**

Sur la base des quantités 2014 et 2016 et au vu des perspectives présentées dans les précédents paragraphes, les volumes d'activité retenus pour les différents stockages sont :

- ✓ Déchets non dangereux : 45 000 t/an dont :
  - 44 000 t/an de DND divers ;
  - 1 000 t/an d'amiante lié (casier spécifique) ;
- ✓ Déchets inertes : 10 kt/an de déchets inertes dont 8 kt/an pour le stockage et 2 kt/an pour la valorisation.

## **F- Compatibilité du projet avec les plans départementaux (Dossier SUP)**

### **F1- Compatibilité avec les plans départementaux d'élimination des déchets**

Les déchets ménagers et assimilés traités sur le site de TRINOVAL proviennent des départements de la Somme, de l'Oise et de la Seine-Maritime. Le département de l'Oise ne dispose pas de plan départemental d'élimination des déchets.

#### **F1-1. Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de la Somme**

Actuellement, les activités de TRINOVAL sont compatibles avec le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés de la Somme.

TRINOVAL s'est doté d'outils de communications (site internet, plaquettes, magazine TRICYCLE...) afin de sensibiliser la population afin de prévenir la production de déchets et réduire les apports en centre de stockage. TRINOVAL contribue également à la réduction des apports de déchets en centre de stockage (mise en place de centre de tri) et à la valorisation des déchets (compostage, biogaz).

Le projet de TRINOVAL va permettre d'augmenter le taux de valorisation des déchets :

- ✓ Valorisation des déchets inertes ;
- ✓ Mise en place d'un bioréacteur permettant de valoriser plus de biogaz ;

✓ Réduction des volumes rejetés de lixiviats traités grâce au traitement spécifique des eaux de ruissellement de la plate-forme de compostage par phytoremédiation et rejet au TCCR.

Les installations et aménagements projetés par TRINOVAL sont en cohérence avec le Plan Départemental des Déchets Ménagers et Assimilés qui prévoit une politique forte et ambitieuse de réduction à la source, de tri, de valorisation et de traitement des déchets ménagers et assimilés répondant aux objectifs, afin qu'il ne reste que le déchet ultime admissible en ISDND.

### **F1-2. Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de la Seine-Maritime**

En Seine-Maritime, le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de la Seine Maritime (PDEDMA) a été adopté le 30 mars 2010 par délibération du Conseil Général.

Ce plan met l'accent sur la réduction des déchets. Il ambitionne une réduction de la quantité de déchets collectés de l'ordre de 20 kg/hab/an en 2014 et 60 kg/hab/an en 2019.

Le projet de TRINOVAL est compatible avec les orientations du le PDEDMA de la Seine-Maritime.

### **F1-3. Le plan départemental de gestion des déchets du BTP**

Dans la Somme, il n'existe actuellement aucun plan départemental de gestion des déchets du BTP.

### **F2- Le Plan national d'élimination des déchets**

La prévention des déchets a été introduite en 1992 dans la loi française, avec pour objectif de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la fabrication et sur la distribution des produits.

Le projet de TRINOVAL est en cohérence avec le plan départemental de gestion des déchets qui intègre les objectifs du plan national d'élimination des déchets. Aussi, le projet est en compatibilité avec les objectifs nationaux.

### **F3- Le programme local de prévention des déchets**

En octobre 2011, TRINOVAL s'est engagé avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) dans un programme local de prévention des déchets, en application du « Grenelle 2 de l'environnement », qui a pour objectif de réduire la production d'ordures ménagères et assimilées de 7% par habitant pour les cinq prochaines années.

Cette démarche s'inscrit dans une volonté de promouvoir et de développer des actions de prévention au sein de son territoire.

À travers ce programme, TRINOVAL souhaite apporter à ses usagers des solutions clés en main pour inciter à la réduction de leur production de déchets, par le biais d'actions de sensibilisation sur l'ensemble du territoire.

### **F4- Conclusion**

Le projet de TRINOVAL est donc compatible avec les différents plans d'élimination des déchets (plans départementaux, régional et national).

En effet, il répond aux :

✓ Objectifs départementaux : Prévention de la production de déchets, réduction des apports et centre de stockage et valorisation des déchets ;



✓ Objectifs nationaux : objectifs issus de la directive européenne n°2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets prévoyant un taux de 70% de réemploi, recyclage et valorisation matière pour les déchets non dangereux d'ici 2020.

## **F5- Mise à jour des données – Adoption du PRPGD des Hauts-de-France le 13 décembre 2019**

### **F5-1. Le PRPGD des Hauts-de-France**

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe) a confié aux Régions la planification des déchets.

La loi NOTRe a confié de nouvelles compétences aux Régions parmi lesquelles, la réalisation d'un plan de prévention et de gestion des déchets, unique à l'échelle régionale.

Ce plan se substitue aux trois types de plans préexistants :

- Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux,
- Le plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics,
- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets dangereux.

Le décret PRPGD a précisé les modalités d'élaboration et le contenu de ce nouveau plan, qui sont désormais décrits dans la sous-section 1 de la section 2 du chapitre 1er du titre IV du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, articles R. 541-13 et suivants.

Le 13 décembre 2019, le Conseil Régional des Hauts-de-France a adopté le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et son rapport environnemental.

Le PRPGD couvre l'ensemble du territoire des Hauts-de-France, soit les cinq départements de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme. La population INSEE de la région au 1er janvier 2015 est de 6 009 976 habitants.

### **F5-2. Intégration du PRPGD dans le SRADDET**

Nouvel outil témoignant de la cohérence des politiques publiques, la loi NOTRe confie également à la Région l'élaboration d'un nouvel outil d'aménagement du territoire : le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET).

Celui-ci concerne de nombreuses politiques publiques et permettra de :

- Construire le projet de territoire grâce à une vision partagée à l'échelle des Hauts-de-France ;
- Simplifier et rationaliser l'action publique, par l'intégration au sein d'un document unique de plusieurs schémas sectoriels existants ou à venir :
  - Schéma Régional des Infrastructures de Transport (SRIT) et Schéma Régional de l'intermodalité (SRI) ;
  - Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) ;
  - Schéma Régional Climat-Air-Énergie (SRCAE), dont le Schéma Régional éolien et le Schéma Régional Biomasse ;
  - Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) ;
- Renforcer le lien entre planifications régionales et locales, puisque ce schéma d'aménagement sera opposable aux documents d'urbanisme et à certains documents sectoriels locaux.

Le contenu et les modalités de réalisation du SRADDET sont notamment précisés au chapitre 1 du titre V du livre II de la quatrième partie du code général des collectivités territoriales, articles R. 4251-1 et suivants.

L'ordonnance du 27 juillet 2016 prévoit une approbation des SRADDET avant le 28 juillet 2019, délai très court compte tenu des contraintes d'élaboration et de concertation.

En Hauts-de-France, les travaux d'élaboration de ce nouveau schéma ont débuté en novembre 2016. Ils devraient permettre d'aboutir à l'approbation définitive du document fin 2019. Le PRPGD sera intégré dans le SRADDET avant d'être abrogé. Sa mise en oeuvre et son suivi s'effectueront dans le cadre du SRADDET qui fera l'objet d'une évaluation dans les 3 ans suivant son adoption.

## **G- Conditions de remise en état du site**

### **G1- Modalités de remise en état du site**

Selon l'article R.512-39.1 et suivants, le terrain doit être remis en état selon un usage déterminé. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant est tenu de remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 (des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature et de l'environnement, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique).

### **G2- Usage futur**

Selon l'article R.512-39.1 et suivants, le terrain doit être remis en état selon un usage déterminé. Dans la perspective d'une cessation d'activité, le site retrouvera un caractère paysager d'un aspect visuel naturel dans un contexte agricole, avec le maintien de manière discrète mais certaine des systèmes de surveillance des lixiviats et des biogaz pendant toute la période post exploitation.

L'emprise du site sera restituée au milieu naturel avec un site totalement remis en état.

### **G3- Réaménagement et mise en sécurité du site**

La remise en état doit tenir compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant, elle comportera :

- ✓ Une mise en sécurité du site,
- ✓ Le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état,
- ✓ L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Conformément au phasage d'exploitation, les réseaux de collecte de biogaz seront mis en place en temps opportun afin de limiter les pollutions atmosphériques en particulier. Ces réseaux seront complétés et connectés à l'installation de traitement avant la mise en place de la couverture définitive.

De même, le recouvrement des casiers par la couverture finale sera poursuivi au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation pour favoriser le ruissellement et limiter la production de lixiviats.

La couverture finale comprendra, de bas en haut :

- ✓ Une couche imperméable d'1m composée de 30 cm de craie, 30 cm de limons à 10-9 m/s, 30 cm de craie et une couche de support de matériaux inertes ;



- ✓ 0,2 m de matériau granulaire drainant d'une perméabilité supérieure à 10<sup>-4</sup> m/s ou tout autre dispositif équivalent ;
- ✓ 0,3 m de terre végétale.

L'épaisseur de la couverture sera de l'ordre de 1,50m. Une végétalisation sera effectuée à partir d'espèces herbacées et arborées locales.

Les opérations de remise en état seront réalisées au fur et à mesure, conformément à la réglementation, de façon à réintégrer le plus rapidement possible le site dans son environnement.

#### **G4- Post-exploitation : Suivi de post-exploitation**

Selon la réglementation, la période de post-exploitation s'étend sur une durée minimale de 30 ans à partir de la fin de l'exploitation de l'ISDND.

Tout au long de la post-exploitation, un suivi des installations et des rejets doit être maintenu. Le programme de suivi comprend :

- ✓ Le contrôle de la collecte et du traitement des effluents (lixiviats, biogaz) ;
- ✓ Le contrôle de la qualité des eaux souterraines et de la qualité des rejets ;
- ✓ L'entretien du site (fossés, couverture, clôture, bassins, etc.).

#### **G5- Post-exploitation : Remise en état post-exploitation**

En fin de période de suivi, les équipements comme le réseau de dégazage seront démantelés.

L'emprise du site sera restituée au milieu naturel, dans un contexte agricole.

## **H- Étude environnementale**

### **H1- Synthèse de l'état initial**

#### **H1-1. Milieu physique**

Thème	Niveau d'enjeu	Caractéristiques aire d'étude - Enjeu principal
Topographie	Faible à modéré	<u>Enjeu principal</u> La topographie naturelle en pente et peu marquée du site et de son voisinage devra être prise en considération lors des aménagements.
Climatologie	Faible	<u>Enjeu principal</u> Aucun
Géologie	Fort	<u>Enjeu principal</u> Des dispositifs complémentaires devront être mis en place afin d'assurer l'étanchéité du site (apport d'une couche d'argile sur au moins 1 m d'épaisseur, GSB <sup>5</sup> , barrière active).
Eaux souterraines	Modéré	<u>Caractéristique aire d'étude</u> La première nappe rencontrée au droit du site est la nappe de la craie présente à une profondeur comprise entre 35 et 55 m et s'écoulant du sud-ouest vers le nord-est. Cette nappe, établie dans le réseau de fissures de la craie, est alimentée par la pluviométrie. Cette nappe est la seule ressource régionale pour l'alimentation en eau potable.

<sup>5</sup> GSB : Géosynthétique Bentonitique.

		<p>Plusieurs captages sont situés en aval hydraulique du site, le plus proche étant situé à 7 km. Compte tenu de la présence d'un usage de la nappe, elle est considérée comme moyennement sensible. Cette nappe est moyennement vulnérable en raison de l'absence de recouvrement imperméable la surmontant (uniquement quelques mètres de limons). Le suivi de la qualité des eaux souterraines réalisé semestriellement au droit du site n'a pas mis en évidence d'impact au droit du site.</p> <p><u>Enjeu principal</u></p> <p>Malgré sa profondeur importante, la nappe n'est pas recouverte d'un horizon perméable et est donc sensible. Les enjeux de préservation de la qualité des eaux souterraines sont donc importants, dans un contexte d'une utilisation pour l'eau potable.</p>
Eaux superficielles	Faible	<p><u>Caractéristiques aire d'étude</u></p> <p>Le site d'étude est situé entre les vallées hydrauliques de la Somme et de la Bresle. L'emprise de la zone d'étude est située dans le bassin versant de la Somme. Aucun cours d'eau n'est situé dans les environs proches du site d'étude. Le cours d'eau le plus proche est la Selle située à 10 km au sud-est du site.</p> <p><u>Enjeu principal</u></p> <p>Aucun.</p>
Air / Odeurs	Fort	<p><u>Caractéristiques aire d'étude</u></p> <p>Une étude odeur réalisée en 2009 montre que les odeurs provenant du site sont perçues aux alentours du site dans un rayon variant de 1,7 à 3,8 km selon les conditions de vitesse et de direction du vent. Les riverains de Gouy-L'Hôpital et de la ferme du Moulin Carouaille sont les plus touchés. Les périodes les plus pénalisantes pour les riverains sont observées le matin ou le soir lors de vent très faible et de couverture nuageuse importante (brouillard, brume ou ciel très nuageux). Les bassins de récupération de lixiviats et la zone en cours d'exploitation génèrent le plus d'odeur. L'évaluation sanitaire montre néanmoins que les émissions atmosphériques du site ne sont pas préoccupantes en termes de risque pour la santé des populations avoisinantes du site.</p> <p><u>Enjeu principal</u></p> <p>La sensibilité principale se situe sur la thématique « Odeurs », et pour la commune de Gouy-l'Hôpital et la ferme du Moulin Carouaille.</p>
Risques naturels et technologiques	Faible	<p><u>Enjeu principal</u></p> <p>Aucun</p>
Risque de pollution des sols	Modéré	<p><u>Caractéristiques aire d'étude</u></p> <p>Les terrains du site peuvent présenter un risque de pollution au niveau du sol et du sous-sol en raison d'incendies qui ont détérioré les barrières actives et passives, ainsi qu'en raison du rejet des lixiviats dans le milieu naturel.</p> <p><u>Enjeu principal</u></p> <p>La sensibilité principale se situe au niveau des casiers (lixiviats).</p>

## H1-2. Milieu naturel

Espaces protégés	Aucune ZNIEFF <sup>6</sup> n'est située à proximité du site. La ZNIEFF la plus proche est située à 3,5 km au nord est du site. Aucun site Natura 2000, ZICO <sup>7</sup> , APB <sup>8</sup> n'est situé dans un rayon de 10 km autour du site.	<u>Niveau d'enjeu</u> Faible <u>Enjeu principal</u> Aucun
Faune et flore	L'étude écologique réalisée sur le site en 2000 ne mettait en évidence aucune espèce faunistique ou floristique classée ou même remarquable. L'évolution du site et de ses environs depuis 2000 n'est pas susceptible d'avoir fait évoluer cette situation.	<u>Niveau d'enjeu</u> Faible <u>Enjeu principal</u> Aucun

## H1-3. Occupation des sols et paysages

Occupation du sol	Les activités existantes occupent une superficie d'environ 28 ha, entièrement aménagée (voiries, stockages, bâtiment) ou en cours d'aménagement (partie Nord du site).	<u>Niveau d'enjeu</u> Aucun <u>Enjeu principal</u> Aucun
PLU et servitudes d'utilité publique	Le site est en zone NCo correspondant à une zone autorisée uniquement pour des décharges d'ordures ménagères et les constructions et installations directement liées à l'exploitation des décharges d'ordures ménagères. Aucune servitude d'utilité publique n'affecte le site.	<u>Niveau d'enjeu</u> Aucun <u>Enjeu principal</u> Aucun
Paysage	Le site est localisé au sein de la vallée de la Corbière en contrebas des voiries principales. Sa perception depuis la périphérie du site est donc très peu sensible (visible uniquement depuis certains points de vue des axes routiers et de manière furtive et éloignée).	<u>Niveau d'enjeu</u> Modéré <u>Enjeu principal</u> Comblement du vallon
Patrimoine culturel et historique	Aucun site classé au site inscrit n'est répertorié sur les communes d'Hornoy-le-Bourg et de Thieulloy-l'Abbaye.	<u>Niveau d'enjeu</u> Aucun <u>Enjeu principal</u> Aucun

## H1-4. Environnement humain

Démographie	La commune de Thieulloy-l'Abbaye présente une population de 315 habitants et celle d'Hornoy-le-Bourg 1664 habitants.	<u>Niveau d'enjeu</u> Faible. <u>Enjeu principal</u> Le site est éloigné des concentrations démographiques de la commune.
Profil et activités socio-économiques	Les secteurs d'activité présents sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg sont principalement l'agriculture, les commerces et l'industrie. Entre 17 et 30% des actifs habitent et travaillent sur les territoires de leur commune.	<u>Niveau d'enjeu</u> Faible. <u>Enjeu principal</u> Aucun.

<sup>6</sup> ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologie, Faunistique et Floristique.

<sup>7</sup> ZICO : Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux.

<sup>8</sup> APB : Arrêté de Protection Biotope.

		Le projet d'extension est situé au droit de parcelles appartenant déjà TRINOVAL, il n'y a donc pas de destruction des espaces agricoles entourant le site.
Équipement public	Les ERP les plus proches sont l'église et le cimetière de Gouy-l'Hôpital situés à environ 1 km à l'est du site. La déchetterie de TRINOVAL est présente en limite sud de la zone d'étude.	<u>Niveau d'enjeu</u> Aucun. <u>Enjeu principal</u> Aucun.
Transport et accès	Le site est bien desservi par le réseau routier départemental qui ne présente pas de sensibilité particulière. Aucun sentier de randonnée pédestre n'est présent aux alentours du site.	<u>Niveau d'enjeu</u> Faible. <u>Enjeu principal</u> Aucun.
Bruit et vibrations	Le site est en localisé au sein d'une zone agricole, le bruit ambiant est globalement modéré, influencé par la circulation automobile. L'habitation la plus proche est à environ 700 m du site. Dans la configuration actuelle du site, aucun dépassement des valeurs réglementaires n'est constaté en limite de propriété. En zone à émergences réglementées, de même, on ne constate pas de dépassement des valeurs réglementaires de jour.	<u>Niveau d'enjeu</u> Faible à modéré. <u>Enjeu principal</u> L'aménagement devra prendre en compte la dégradation potentielle de l'environnement sonore pour les habitations les plus proches.
Gestion des déchets	Les déchets produits par les activités actuelles du site sont gérés conformément à la réglementation (tri à la source, identification, et évacuation en filière adaptée). Une partie des déchets entrant sur le site (déchets verts, bois, gravats) sont valorisés.	<u>Niveau d'enjeu</u> Faible. <u>Enjeu principal</u> Aucun.

L'analyse de l'état initial réalisée dans le cadre de l'étude souligne :

- des enjeux modérés sur la préservation de la qualité des eaux souterraines, sur les aspects paysage, et sur le risque de pollution des sols.
- Des enjeux forts sur les problématiques de caractéristiques des sols en place vis-à-vis de leur capacité à être utilisés pour assurer l'étanchéité de l'installation de stockage de déchets ainsi que sur la sensibilité aux nuisances olfactives soulevant des questions sur la qualité de l'air.

## H2- Les effets cumulés avec d'autres projets connus

Le site Internet SIDE (Système d'information documentaire environnemental) permet de déterminer les projets connus présents à proximité d'un site donné afin d'en analyser les effets cumulés.

À ce jour aucun projet n'est recensé à proximité du site TRINOVAL que ce soit sur les communes de Thieulloy-l'Abbaye et d'Hornoy-le-Bourg ou sur les communes voisines.

Le projet envisagé n'aura donc aucun effet cumulatif avec un ou plusieurs autres projets connus.

### H3- L'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale des Hauts-de-France

Par courrier en date du 26 novembre 2019 transmis à la DREAL de l'Unité départementale de la Somme, Madame la présidente de la MRAe des Hauts-de-France communique l'information suivante :

*« L'autorité environnementale a été saisie le 13 septembre 2019 pour émettre un avis sur le projet en objet. Aucun avis de l'autorité environnementale n'a été expressément produit dans le délai de deux mois suivant la saisine. Je vous informe de l'absence d'observations de l'autorité environnementale sur le projet. Le présent courrier pourra être joint au dossier d'enquête publique. Cette information sera publiée sur le site Internet de la MRAe Hauts-de-France. »*

## I- Étude du risque sur la santé - Étude de dangers

### I1. Étude du risque sur la santé – Volet sanitaire

Dans le cadre de ce projet, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter doit être réalisé, comprenant notamment un volet « Santé ».

L'objet de l'étude est d'ainsi évaluer les risques sanitaires liés aux rejets atmosphériques du site dans son état futur dans le cadre d'une démarche intégrée comprenant l'Interprétation de l'État des Milieux (IEM).et l'Évaluation Quantitative des Risques Sanitaires (EQRS).

Cette étude se divise en quatre parties :

- Évaluation des émissions de l'installation ;
- Évaluation des enjeux des voies d'exposition ;
- Évaluation de l'état des milieux ;
- Évaluation prospective des risques sanitaires liés au site.

L'étude se veut conforme à la circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation et au guide de l'INERIS<sup>9</sup> : Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées d'août 2013.

Les rejets atmosphériques du site ont été identifiés et caractérisés. La quantification des émissions actuelles de la majorité des sources est basée sur les mesures réalisées en 2009 par Guigues Environnement. Les flux de polluants émis par la chaudière et la torchère sont basés sur les résultats EUROPOLL<sup>10</sup> (2014).

Compte tenu de l'environnement du site (pas de cours ou de plan d'eau de surface à proximité de l'installation ; le site n'est pas dans l'emprise d'un captage AEP<sup>11</sup>), les rejets aqueux ont été exclus du champ de l'étude.

La description des dangers potentiels présentés par les polluants émis par le site (polluants généraux et polluants spécifiques) et l'identification des relations entre les niveaux d'exposition et la survenue des dangers propres à ces polluants a conduit au choix des substances traceurs d'intérêt sanitaire et aux voies de transfert possibles. Le Bureau d'étude a ainsi retenu une unique voie d'exposition : l'inhalation de polluants atmosphériques gazeux et particulaires.

L'interprétation de l'état de milieux montre qu'en l'état actuel de fonctionnement de l'installation, l'état des milieux est compatible avec les usages.

<sup>9</sup> INERIS : Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques.

<sup>10</sup> EUROPOLL : Société spécialisée dans l'analyse des gaz et étude de la qualité de l'air.

<sup>11</sup> AEP : Alimentation en eau potable.

Dans les conditions d'études retenues et en l'état actuel des connaissances scientifiques, le risque sanitaire lié à l'inhalation des polluants atmosphériques potentiellement émis par le site TRINOVAL, dans ses configurations actuelle et future, est non significatif.

## **I2. Étude de dangers**

L'analyse des risques présentés par l'installation ne met pas en évidence de scénario dit majeur, c'est-à-dire susceptible de produire des effets irréversibles au sens de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 à l'extérieur du site.

Compte tenu de ces éléments, la caractérisation des phénomènes dangereux en termes d'intensité (distances d'effets), de gravité, de cinétique, de fréquence d'occurrence et de criticité est sans objet.

Les terrains autour du site sont de nature agricole.

L'étude des dangers a également permis de montrer que les effets de surpression pouvant présenter un risque grave pour les personnes restent dans les limites de propriété.

## **J- Historique – Procédure d'élaboration du dossier**

Le SMIRTOM Picardie Ouest est autorisé par arrêté préfectoral du 11 juin 2001 modifié, à exploiter un centre de stockage de déchets ménagers assimilés, une plate-forme de compostage de déchets verts et un centre de stockage de déchets d'amiante ciment.

L'installation actuelle réglemente deux zones de stockage dénommées C1 et C2. La zone C2 délimite 2 casiers C2a et C2b d'un volume de 290 000 m<sup>3</sup>. L'objet du dossier est d'accroître la capacité du centre de stockage par une reconfiguration des casiers, en supprimant le quai de déchargement. Ainsi, le volume global passerait à 431 195 m<sup>3</sup> et la durée d'exploitation serait prolongée jusqu'en 2031, contre 2026 actuellement.

Les activités concernées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont soumises à autorisation. Elle relève également de la Directive IED (*émissions industrielles*).

Considérant que, de par sa nature, l'installation en cause est soumise au régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 3540, 2760-2, 2791, 2510-3 de la nomenclature des installations classées, la demande d'autorisation d'exploiter est soumise à enquête publique.

En parallèle de ce dossier, l'exploitant a formulé une demande d'instauration de servitudes d'utilité publique.

Une première demande d'autorisation en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur la commune de Thieulloy-l'Abbaye avait été déposée en préfecture le 18 décembre 2015.

Le dossier a été complété le 22 novembre 2018. Il a été déclaré non recevable par les services de l'État en date du 6 juin 2019.

Pour répondre aux insuffisances de fond, le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL) a communiqué les 16 juillet et 29 août 2019 des compléments à sa demande d'autorisation en vue d'augmenter la capacité de stockage de déchets non dangereux du site exploité sur la commune de Thieulloy-l'Abbaye.

Le dossier a été déclaré recevable par les services de l'Inspection des installations classées le 21 novembre 2019.



## J1. Le dossier d'autorisation d'exploiter

L'objet du dossier d'autorisation concerne plus précisément 3 demandes :

- 1- La demande d'extension du volume de l'ISDND,
- 2- La mise en place d'un centre de valorisation et stockage de déchets inertes,
- 3- La mise en place d'un traitement dédié des eaux de ruissellement de la plate-forme de stockage de déchets verts.

Parcelles cadastrales concernées par la Demande d'Autorisation d'Exploiter		
<b>Hornoy-le-Bourg</b>		
YXa	648 m <sup>2</sup>	Casier 1
YX4z	4491 m <sup>2</sup>	Casier 1
YX3a	110 927 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3c	19 670 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3d	23 973 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3e,	8635 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3f	1887 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3g	3877 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3h	1460 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3i	330 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3z	12 047 m <sup>2</sup>	Casiers 1 et 2
YX3b	42 359 m <sup>2</sup>	Plate-forme de compostage casier amiante
<b>Thieulloy-l'Abbaye</b>		
ZH39	13 504 m <sup>2</sup>	Ancienne décharge
ZH56 (en partie)	75 m <sup>2</sup>	Chaufferie et unité de valorisation
YX17 (en partie)	300 m <sup>2</sup>	Chaufferie et unité de valorisation

Le dossier de demande d'autorisation présentée par TRINOVAL comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R.122-5 et R.512-6 du code de l'environnement, et relatifs aux installations classées soumises à autorisation.

Conformément aux dispositions des articles R.512-8 et R.512-9 du code de l'environnement :

- ✓ Le contenu de l'étude d'impact doit être en relation avec l'importance de l'installation projetée et avec ses incidences prévisibles sur l'environnement, au regard des intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;
- ✓ Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité des intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1.

Le dossier a été déclaré régulier et la phase d'examen préalable est considérée comme terminée. Le dossier peut donc être soumis à enquête publique et à la consultation des collectivités territoriales.

## J2. Le dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique

Le pétitionnaire a formulé une demande qui concerne 42 parcelles et la liste des propriétaires est consultable au dossier : Tableau 3 – page 18/22 du § 4.2 « Périmètre concerné par les servitudes » du classeur 1 – Pièce 1.

Le dossier doit être instruit conformément aux dispositions des articles R.515-91 à R.515-97 du code de l'environnement sur une bande de 200 m autour de l'emprise des installations (article 7 évoqué ci-dessus).



Parcelle	Surface concernée par bande des 200 m hors site ICPE (m <sup>2</sup> )	Surface totale (m <sup>2</sup> )	Propriétaire
XL 1	8744	9272	Monsieur Lamory
ZH 36	25 923	61 813	Monsieur Lamory
ZH 37	22 019	31 054	Monsieur Lamory
ZH 38	6444	8732	Monsieur Lamory
ZH 40	14 606	23 422	Monsieur Barbier
ZH 41	19 799	33 912	Monsieur Buchard
ZH 42	4279	8478	Madame Hesse
ZH 44	7903	29 637	Madame Hesse
ZH 48	1108	3034	Monsieur Tetu
ZH 49	2132	6349	Monsieur Tetu
ZH 50	4362	14 434	Mesdames Saillofest et de Visme
ZH 52	7325	16 059	Monsieur Portalis
ZH 53	1365	1470	Indivision Duboëlle
XL 2	9422	9422	Monsieur Portalis
XL 21	960	6142	Duboëlle/Marie-Jeanne Blanche Brigitte
XL 22	6752	6752	
YX 25	20 300	20 300	Indivision Duboëlle
YX 26	4559	20 473	Indivision Duboëlle
YX 27	15 842	15 842	Madame Baronchelli épouse Duboëlle
YX 28	4313	13 940	Madame Baronchelli épouse Duboëlle
YX 29	2426	16 818	Mesdames Saillofest et de Visme
YX 30	27 705	77 877	Mesdames Saillofest et de Visme
YX 5	10 225	120 222	Monsieur Fertel
YX 22	4068	9540	Commune d'Hornoy-le-Bourg
YX 23	2600	2600	Indivision Desponts-Brouard
YX 24	1871	5140	Madame Duchaussoy
YX 1	5566	5710	Monsieur Fertel
YX 20	5550	5550	Monsieur Fertel
YX 21	8340	8340	Monsieur Fertel
YX 18	6843	7750	Monsieur Hesse
YX 19	2501	2710	Monsieur Hesse
YW 12	14 375	57 937	Monsieur Denoyelle
YW 14	9643	16 226	Mesdames Saillofest et de Visme
YW 2	5230	131 248	Monsieur Lejeune
YW 3	14 838	15 280	Monsieur Buchard
YW 4	8780	11 499	Commune d'Hornoy-le-Bourg
YW 5	2280	78 279	Madame Guillemain
YW 15	1145	4930	Messieurs Canalpe
YX 17	7835	7835	TRINOVAL
YW 18	427	620	Madame Hesse
YW 19	372	620	Madame Macret-Guilbert
YW 21	58	930	Monsieur Thuillier

### **J3- Conformité de l'ISDND avec l'arrêté du 15 février 2016**

#### **✓ L'article 7 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux stipule :**

*« Afin d'éviter tout usage des terrains périphériques incompatibles avec installation, les casiers sont situés à la distance minimale de 200 m de la limite de propriété du site. Cette distance peut être réduite si les terrains situés entre les limites de propriétés et ladite distance de 200 m sont rendus inconstructibles par une servitude prise en application de l'article L.512-12 du code de l'environnement pendant la durée de l'exploitation de la période de suivi du site, ou si l'exploitant a obtenu des garanties équivalentes en termes d'isolement sous forme de contrats ou de conventions pour la même durée.*

*Une bande d'isolement de 50 mètres est instaurée autour de l'ensemble des équipements de gestion du biogaz et des lixiviats. Cette bande peut être incluse dans la bande de 200 mètres instituée autour des casiers.*

*La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets ayant une fraction soluble inférieure à 5 %.*

*Dans le cas où le demandeur de l'autorisation d'exploiter ne serait pas propriétaire des terrains d'emprise de l'installation, le demandeur de l'autorisation d'exploiter justifie à l'administration, pour la zone à exploiter, qu'il dispose de l'accord écrit sous forme d'un acte notarié des propriétaires des terrains pour un usage d'installation de stockage de déchets non dangereux, et de mono-déchets spécifiques le cas échéant, valide pour la période d'exploitation et de suivi long terme.*

*Les documents afférents sont joints à la demande d'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article L. 512-2 du code de l'environnement. Pour la bande d'isolement, la demande d'établissement de servitudes d'utilité publique est jointe à la demande d'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article L. 512-2 du code de l'environnement, le cas échéant ».*

⇒ Commentaire figurant au dossier :

*« Un dossier de demande d'instauration de servitudes au droit des parcelles concernées par la bande d'isolement est inclus dans le présent DDAE. La bande d'isolement du site regroupe des éloignements de 200 mètres pour les casiers ISDND.*

*Les éléments concernant la bande d'isolement autour du site sont disponibles dans le dossier 1 – Pièces administratives Pièce IV maîtrise foncière dans la bande des 200 m ».*

#### **✓ L'article 39 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux stipule :**

*« Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante.*

*Les casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante ne sont pas soumis aux dispositions des articles 8 à 12, l'article 16-III, les articles 18, 19, 21, 22, 36 et 37. Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, l'exploitant établit que l'exploitation des casiers dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante n'entraîne aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les durées prescrites fixées aux articles 35 et 38 peuvent être adaptées.*

*La bande d'isolement de 200 mètres peut être réduite à 100 mètres pour les casiers de stockage recevant uniquement des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante. »*

⇒ Commentaire figurant au dossier :

« Le casier Amiante AM1 est antérieur aux dispositions de l'AM du 15/02/2016. Il dispose de l'antériorité.

Les déchets admis sur l'extension du stockage d'amiante lié seront les mêmes que ceux admis actuellement.

Dans le cadre de l'activité existante, une procédure d'acceptation spécifique à ces déchets a été mise en place.

La bande d'isolement du casier ISDND a été fixée à 100 mètres autour de ce casier ».

## **K- Composition du dossier**

### **K1- Inventaire du dossier soumis à enquête publique**

Le dossier daté du 13 décembre 2019 comprend 1873 pages.

Désignation des auteurs par études réalisées :

- ▶ L'étude d'impact :
  - ✓ Bureau d'études en environnement BURGEAP
- ▶ La campagne de mesure et Étude sanitaire de la qualité de l'air :
  - ✓ Bureau d'études en environnement BURGEAP
  - ✓ TERA Environnement
- ▶ Étude paysagère :
  - ✓ Bureau EPURE PAYSAGE.

Réf.	Éléments du dossier	Pages
00	Sommaire des classeurs (DDAE)	13
00	Sommaire général (DDAE)	02
01	Courrier d'accompagnement du 16 juillet 2019	04
01	Dossier 1 - Pièces administratives	279
02	Dossier 2 - Notice descriptive des installations	114
03	Dossier 3 - Étude d'impact	279
04	Dossier 4 - Étude du risque sur la santé - volet sanitaire	46
05	Dossier 5 - Étude de dangers	126
06	Dossier 6 - Notice hygiène et sécurité	32
07	Dossier 7 - Plans	09
08	Dossier 8 - Annexes techniques	791
09	Addendum avec annexes Compléments au dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter suite au relevé des insuffisances et remarques émis le 14 mars 2017	54
09	Courrier insuffisances - 14 mars 2017 Rapport de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet	72
10	Courrier DREAL - 6 juin 2019	50
10	Courrier DREAL - 21 novembre 2019	01
11	Avis tacite de la Mission Régionale d'Autorité environnementale des Hauts-de-France du 26 novembre 2019.	01

Inventaire du dossier de DAE et de demande de SUP	
<p>Courrier d'accompagnement du 16 juillet 2019.</p> <p>Lettre de Monsieur Joseph BLEYAERT, président de TRINOVAL, adressé à Madame la préfète du département de la Somme</p>	
Classeur n°1	<p><b>Dossier n°1 : Pièces administratives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Pièce 1 : Présentation du syndicat TRINOVAL et du projet sur le site de Thieulloy-l'Abbaye (80).</li> <li>– Pièce 2 : Capacités techniques et financières de TRINOVAL.</li> <li>– Pièce 3 : Plans réglementaires.</li> <li>– Pièce 4 : Maîtrise foncière des parcelles du projet.</li> <li>– Pièce 5 : Maîtrise foncière dans la bande des 200 m.</li> <li>– Pièce 6 : Nature et volumes des activités, classement ICPE des installations et conformité réglementaire.</li> <li>– Pièce 7 : Contexte réglementaire.</li> <li>– Pièce 8 : Origine des déchets et classification selon la nomenclature des déchets (article R.541-8 du code de l'environnement).</li> <li>– Pièce 9 : Compatibilité du projet avec les plans départementaux, le plan régional et le plan national d'élimination des déchets.</li> <li>– Pièce 10 : Garanties financières.</li> <li>– Pièce 11 : Conditions de remise en état.</li> <li>– Pièce 12 : Attestation de propriété.</li> </ul> <hr/> <p><b>Dossier n°2 : Notice descriptive des installations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1- Présentation générale du projet.</li> <li>2- Conditions de gestion des déchets.</li> <li>3- Installations actuellement présentes sur le site.</li> <li>4- Projet d'aménagement envisagé.</li> </ul> <hr/> <p><b>Dossier n°3 : Étude d'impact et son résumé non technique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>01- Introduction.</li> <li>02- Résumé non technique.</li> <li>03- Analyse de l'état initial du site et de son environnement.</li> <li>04- Raisons du choix du projet.</li> <li>05- Descriptif du projet.</li> <li>06- Effets bruts du projet et mesures d'évitement, de réduction, de compensation.</li> <li>07- Effets bruts du projet et mesures compensatoires en phase travaux.</li> <li>08- Analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport aux meilleures techniques disponibles.</li> <li>09- Conditions de remise en état.</li> <li>10- Estimation des coûts moyens de protection.</li> <li>11- Analyse des méthodes.</li> <li>12- Description des difficultés rencontrées pour réaliser cette étude.</li> <li>13- Auteurs des études.</li> </ul>
Classeur n°2	<p><b>Dossier n°4 : Volet sanitaire - étude du risque sur la santé.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>01- Introduction.</li> <li>02- Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires.</li> </ul> <hr/> <p><b>Dossier n°5 : Étude de dangers.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>01- Introduction.</li> <li>02- Résumé non technique.</li> <li>03- Présentation générale de l'étude de dangers.</li> <li>04- Description du site et des activités.</li> </ul>

	05- L'environnement en tant qu'intérêt à protéger. 06- L'environnement en tant que source d'agression. 07- Identification et caractérisation des potentiels de dangers. 08- Réduction des potentiels de dangers. 09- Enseignement tiré du retour d'expérience. 10- Réduction des risques : mesures préventives. 11- Réduction des risques : méthodes et moyens d'intervention en cas d'accident. 12- Analyse préliminaire des risques. 13- Analyses détaillées des risques. 14- Conclusions. 15- Responsabilités et assurances. <hr/> <b>Dossier n°6 : Notice Hygiène et Sécurité</b> 01- Introduction. 02- Organisation au sein de l'exploitation. 03- Organisation du temps de travail. 04- La sécurité. 05- Conditions de travail d'hygiène. 06- Conclusion. <hr/> <b>Dossier n°7 : Plans</b> 01- Bande d'isolement. 02- Plan d'ensemble. 03- Plan des abords du site. 04- Coupes. 05- Casier amiante – couverture. 06- Casier amiante – terrassements. 07- Plan masse du site.
Classeur n°3	Dossier n°8 : Annexes techniques : Annexe 1 : Étude d'équivalence de la barrière passive Annexe 2 : Tierce expertise de la proposition d'équivalence de barrière d'étanchéité passive en fond et flancs de casier Annexe 3 : Analyse et Étude du Risque Foudre Annexe 4 : Étude Odeurs – (GUIGUES) Annexe 5 : Étude acoustique (SOCOTEC) Annexe 6 : Étude écologique Annexe 7 : Rapport de base Annexe 8 : Diagnostic hydrogéologique et Expertise de l'hydrogéologue agréé.

## K2- Informations obsolètes figurant au dossier de DAE

Le caractère obsolète des informations figurant au dossier, détaillées ci-dessous, ne constitue cependant pas une modification substantielle de nature à remettre en cause le caractère régulier de la demande d'autorisation d'exploiter.

### K2-1. Organigramme de TRINOVAL

L'organigramme de TRINOVAL consultables en page 11/76 du classeur 1 – Dossier 1 - est modifié :

Lors de l'assemblée générale du 22 mars 2018, le Comité syndical a renouvelé son bureau et a élu Monsieur Joseph BLAYERT nouveau président de TRINOVAL, en remplacement de Monsieur Jean-Claude BILLOT.



Une nouvelle organisation a été mise en place dans le nombre et la répartition des missions entre les 8 vice-présidents.

## **K2-2. Le centre de tri**

Il est spécifié dans le dossier que le centre de traitement de Thieulloy-l'Abbaye, exploité depuis 1982, est composé de plusieurs installations, dont notamment « un centre de tri ».

Or, il est apparu que la chaîne de traitement de ce centre de tri a été arrêtée le 30 juin 2019.

À ce jour, le bâtiment ne sert plus qu'à stocker les flux d'emballages collectés avant transfert vers le centre de tri de la société Veolia à Amiens.

## **K2-3. Adoption du PRPGD des Hauts-de-France le 13 décembre 2019**

Sujet préalablement évoqué au chapitre « Compatibilité du projet avec les plans départementaux »

F5 - Mise à jour des données.

F5-1. Le PRPGD des Hauts-de-France

F5-2. Intégration du PRPGD dans le SRADDET

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter consacre un chapitre à la compatibilité du projet avec les plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA) de la Somme et de la Seine-Maritime. Le département de l'Oise ne dispose pas de PDEDMA.

Or, le 13 décembre 2019, le Conseil régional des Hauts-de-France a adopté le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) ainsi que son rapport environnemental.

Le PRPGD sera ensuite intégré dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) avant d'être abrogé. Sa mise en œuvre et son suivi s'effectueront dans le cadre du SRADDET qui fera l'objet d'une évaluation dans les trois ans suivant son adoption.

En ce qui concerne le projet porté par TRINOVAL faisant l'objet de la présente demande :

⇒ Réponse de TRINOVAL lors de la réunion préparatoire du 04 février 2020 :

*« Aucune information particulière n'est à communiquer en l'état actuel. Les nouvelles dispositions prévues par le PRPGD seront mises en application dans le cadre des prescriptions qui seront prévues dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter, en cas de décision favorable de Madame la Préfète de la Somme ».*

## Titre 2 - Organisation et déroulement de l'enquête publique

### 2-1. Modalités d'organisation de l'enquête publique

#### 2-1-1. Désignation par le Tribunal administratif d'Amiens

Par décision en date du 23 décembre 2019, Monsieur le vice-président du Tribunal administratif d'Amiens a désigné Monsieur JAYET Patrick en qualité de commissaire enquêteur.

La déclaration sur l'honneur visée par les articles L.125-5 et R.123-4 du code de l'environnement datée du 30 décembre 2019 a été retournée au Tribunal administratif d'Amiens.

*Le commissaire enquêteur déclare sur l'honneur ne pas être intéressé à l'opération à titre personnel ou en raison de ses fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou le contrôle de l'opération soumise à enquête.*

#### 2-1-2. Dispositions prévues par l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020

- ✓ L'enquête publique se déroulera du lundi 18 février au mardi 10 mars 2020 inclus, soit pendant 30 jours consécutifs.
- ✓ Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés en mairies de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, à disposition du public, pendant les jours et heures d'ouverture habituels.
- ✓ Le dossier d'enquête sera consultable sur le site Internet de la préfecture de la Somme à l'adresse : <http://www.somme.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement/Enquetes-publiques>.
- ✓ Un poste informatique sera mis à disposition du public à la Préfecture de la Somme, ainsi que dans les sous-préfectures d'Abbeville, Montdidier et Péronne, aux jours et heures habituelles d'ouverture de celles-ci.
- ✓ Les observations pourront être formulées par voie électronique à l'adresse : <mailto:pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr> et seront rendues accessibles sur le site Internet de la préfecture <http://www.somme.gouv.fr/politiques-publiques/environnement/installations-classees-pour-la-protection-de-l-environnement/enquetes-publiques> rubrique « observations et propositions du public – courriels ». Les observations transmises par voie électronique sont systématiquement anonymisées.
- ✓ La mairie de la commune d'Hornoy-le-Bourg est désignée siège de l'enquête publique.
- ✓ L'ouverture de l'enquête sera annoncée dans les communes de Thieulloy-l'Abbaye et de Hornoy-le-Bourg, ainsi que dans les communes de Aumont, Saint-Aubin-Montenoy et Vraignes-lès-Hornoy.
- ✓ Un avis d'enquête sera affiché aux mairies de ces communes 15 jours au moins avant l'ouverture, c'est-à-dire avant le 26 janvier 2020, et pendant toute la durée de l'enquête.
- ✓ TRINOVAL procédera dans les mêmes conditions de délais et de durée à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation de son projet.
- ✓ L'enquête publique sera également annoncée 15 jours au moins avant son ouverture dans les journaux : « Courrier Picard » et « Picardie la Gazette », et rappelée dans les huit premiers jours suivant le début de l'enquête.

Organes de presse	Dates des publications
Courrier Picard	- Publication du 24 janvier 2020 - Publication du 14 février 2020
Picardie la Gazette	- Publication du 22 au 28 janvier 2020 – n°3814. - Publication du 12 au 18 février 2020 – n°3817.

⇒ Pièce jointe n°01/ Les 4 publications légales et l'avis d'enquête.

✓ Les 5 permanences du commissaire enquêteur

Hornoy-le-Bourg	mercredi 12 février 2020	14 heures à 17 heures
Thieulloy-l'Abbaye	lundi 17 février 2020	14 heures à 17 heures
Hornoy-le-Bourg	samedi 29 février 2020	09 heures à 12 heures
Thieulloy-l'Abbaye	vendredi 6 mars 2020	09 heures à 12 heures
Hornoy-le-Bourg	mardi 10 mars 2020	14 heures à 17 heures

✓ Clôture de l'enquête publique

Sauf exception liée à l'éventualité d'une prolongation de l'enquête publique pour la durée maximale de 15 jours (article 3 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020), le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur à l'expiration du délai d'enquête : le 10 mars 2020 à 17 heures.

✓ Dès l'ouverture de l'enquête, les conseils municipaux des deux communes de la zone d'implantation du projet : Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que les 3 autres communes concernées par le rayon d'affichage : Aumont, Saint-Aubin-Montenoy et Vraignes-lès-Hornoy, donneront leur avis sur la demande.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête publique.

### 2-1-3. La réunion préparatoire du 4 février 2020 sur le site de TRINOVAL

#### ⇒ Participants à la réunion

- ✓ Madame Céline CERJAK, Directrice Santé Sécurité Environnement TRINOVAL.
- ✓ Monsieur Joseph BLAYERT, Président de TRINOVAL, en charge des Affaires générales, Santé, Sécurité, Environnement.
- ✓ Monsieur Guy MASSON, 1<sup>er</sup> vice-président.
- ✓ Monsieur Patrick BEUVRY, Directeur Général des Services TRINOVAL.
- ✓ Monsieur Bernard BREUIL, Responsable d'exploitation à IKOS Environnement.
- ✓ Madame Sarah HAMADANI, Ingénieur d'études Département Environnement industriel, Bureau d'étude BURGEAP.
- ✓ Monsieur Patrick JAYET, commissaire enquêteur.

#### ⇒ Thèmes évoqués

- ✓ Modalités d'organisation relatives à l'affichage public sur site

3 affichages ont été effectués :

- (1) Entrée pour visiteurs piétons du site de TRINOVAL, sous panneau d'information vitré.
- (2) Voie de circulation d'accès à la déchetterie : empruntée notamment par le public pour les dépôts en déchetterie.
- (3) Porte d'entrée de l'accueil du local d'administration du site de TRINOVAL.

Le commissaire enquêteur fait remarquer que les emplacements des affichages (1) et (3) ne sont pas véritablement des lieux de passage du grand public.

Selon les modalités prévues par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020, il serait souhaitable que des panonceaux supplémentaires soient implantés aux abords du site d'exploitation, notamment sur les routes D901 et D51.

Note actualisée au 10 mars 2020 : Aucun autre panonceau n'a été mis en place.

⇒ Pièce jointe n°02/ le plan d'implantation des trois panonceaux d'affichage sur site transmis par Madame Céline CERKAJ, Directrice Santé Sécurité Environnement TRINOVAL.

- ✓ Contrôle des affichages réglementaires dans les mairies incluses dans le rayon des 3 km  
Il nous est précisé que TRINOVAL ne mandatera pas d'huissier de justice pour réaliser des contrôles d'affichage. Son personnel se chargera d'effectuer des contrôles réguliers.
- ✓ Rappel des dispositions prévues à l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020 concernant les délibérations des conseils municipaux sur le projet.
- ✓ Le dossier d'enquête publique :
  - (1) Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets des Hauts-de-France :  
Ce plan a été voté en séance plénière le 13 décembre 2019 par le Conseil Régional des Hauts-de-France. Le PRPGD sera intégré au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) dont il constituera la dimension « déchets ».
  - Réponse de Madame CERJAK :  
« Aucune information particulière n'est à communiquer en l'état actuel.  
Les nouvelles dispositions prévues par le PRPGD seront mises en application dans le cadre des prescriptions qui seront prévues dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter, en cas de décision favorable de Madame la Préfète de la Somme ».
  - (2) L'organigramme de TRINOVAL consultable en page 11/76 du classeur 1 – Dossier 1 – est modifié :  
Monsieur Jean-Claude BILLOT, maire de Ferrières, a dû mettre fin à son mandat de président de TRINOVAL en raison de l'adhésion de sa commune à la Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole. À l'occasion de l'assemblée générale du 22 mars 2018, le comité syndical a renouvelé son bureau et a élu Monsieur Joseph BLAYERT, nouveau président de TRINOVAL.
- ✓ Proposition de publicité complémentaire insérée dans le site internet de TRINOVAL <http://trinoval.fr/>
- ⇒ Note du commissaire enquêteur : Information actualisée  
Un avis d'information a été mis en ligne le 24 février 2020 sur le site internet de TRINOVAL à l'adresse : <http://www.trinoval.fr/Actualites/Enquete-publique>  
Ainsi que sur ses pages Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/trinoval80>
- ⇒ Visite sur le site d'implantation du projet  
Une visite guidée sur le site de TRINOVAL et ses alentours a été organisée en compagnie de Madame CERJAK et de Madame HAMADAOUÏ.  
Nous nous sommes ensuite rendus en mairie d'Hornoy-le-Bourg.
- ⇒ Contrôle d'affichage en mairies d'Hornoy-le-Bourg et de Thieulloy-l'Abbaye
  - ✓ Contrôle de l'affichage public en mairie d'Hornoy-le-Bourg effectué le 04 février 2020 à 09h00.  
Les locaux de mairie sont ouverts.  
L'affiche réglementaire est apposée dans un panneau vitré situé près de la porte d'entrée, visible du public.
  - ✓ Contrôle de l'affichage public en mairie de Thieulloy-l'Abbaye effectué le 04 février 2020 à 09h15.  
Les locaux de mairie sont fermés.  
L'affiche réglementaire est apposée derrière une vitre de fenêtre de la mairie, visible depuis la cour ouverte au public.
- ⇒ Rencontre avec monsieur James FROIDURE, maire d'Hornoy-le-Bourg  
Au cours de cet échange, les modalités pratiques de l'organisation de l'enquête publique ont été évoquées avec Monsieur James FROIDURE, maire d'Hornoy-le-Bourg.  
Lors de cet entretien, il a été évoqué l'idée de rédiger et de distribuer un bulletin d'informations citoyennes dans la commune d'Hornoy-le-Bourg.

⇒ Note du commissaire enquêteur : Information actualisée au 10 mars 2020

Cette initiative n'a malheureusement pas été suivie d'effet.

Aucune explication ne nous a été communiquée.

**Note :** Les horaires d'ouverture de la mairie de Thieulloy-l'Abbaye étant limités aux journées du lundi (de 14h00 à 16h00) et du vendredi (de 18h00 à 20h00), il n'a pas été possible au cours de ce déplacement de prendre attache avec monsieur Hervé HESSE, maire de Thieulloy-l'Abbaye.

## 2-2. Déroulement des 5 permanences

Hornoy-le-Bourg mercredi 12 février 2020 14 heures à 17 heures	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle affichage extérieur.</li><li>- Contrôle état du dossier.</li><li>- Entretien avec Monsieur le maire d'Hornoy-le-Bourg.</li><li>- Aucune observation sur le registre ni courrier déposé à la prise de permanence.</li><li>- Aucune observation.</li></ul>
Thieulloy-l'Abbaye lundi 17 février 2020 14 heures à 17 heures	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle affichage extérieur.</li><li>- Contrôle état du dossier.</li><li>- Aucune observation sur le registre ni courrier déposé à la prise de permanence.</li><li>- Entretien avec Monsieur le maire de Thieulloy-l'Abbaye.</li><li>- Remise par monsieur le maire de l'exemplaire du bulletin d'information distribué dans la commune pendant la première quinzaine de janvier 2020. Bulletin faisant état de l'enquête publique.</li></ul> <p>⇒ <u>Pièce jointe n°03/</u> Bulletin d'information diffusé dans la commune de Thieulloy-l'Abbaye (Janvier 2020).</p>
Hornoy-le-Bourg samedi 29 février 2020 09 heures à 12 heures	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle affichage extérieur.</li><li>- Contrôle état du dossier.</li><li>- Aucune observation sur le registre ni courrier déposé la prise permanences.</li><li>- Remise par Monsieur le maire d'Hornoy-le-Bourg de la délibération du conseil municipal en date du 11 février 2020.</li></ul> <p>Classée Observations/Hornoy/01</p>
Thieulloy-l'Abbaye vendredi 06 mars 2020 09 heures à 12 heures	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle affichage extérieur.</li><li>- Contrôle état du dossier.</li><li>- Aucune observation sur le registre ni courrier déposé à la prise de permanence.</li><li>- Entretien avec Monsieur le maire de Thieulloy-l'Abbaye.</li><li>- Remise par monsieur le maire de la délibération du Conseil municipal en date du 02 mars 2020.</li></ul> <p>Classée Observations/Thieulloy/01</p>
Hornoy-le-Bourg mardi 10 mars 2020 14 heures à 17 heures	<ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle affichage extérieur.</li><li>- Contrôle état du dossier.</li><li>- Aucune observation sur le registre ni courrier déposé à la prise de permanence.</li><li>- Entretien avec Monsieur le maire d'Hornoy-le-Bourg.</li><li>- Visite de Monsieur Emmanuel de Visme, agriculteur à Lincheux qui a consulté le dossier, déposé un courrier manuscrit et des pièces jointes.</li></ul> <p>Classé Observation/Hornoy/02.</p>



## 2-3. Le bilan de l'enquête publique

### 2-3-1. Le bilan comptable et thématique de l'enquête publique

Trois observations ont été versées à l'enquête publique pendant sa durée légale.

Deux thématiques ont été retenues pour classer les observations recueillies :

- DAE / Applicables au projet de Demande d'Autorisation d'Exploiter.
- SUP / Applicables aux Servitudes d'Utilité Publique.

Hornoy/01 29 février 2020	Une délibération du Conseil municipal d'Hornoy-le-Bourg du 11 février 2020.	Avis favorable au projet. Non argumenté. Thématiques : DAE + SUP
Thieulloy/01 06 mars 2020	Une délibération du Conseil municipal de Thieulloy-l'Abbaye du 02 mars 2020.	Avis favorable au projet. Non argumenté. Thématiques : DAE + SUP
Hornoy/02 10 mars 2020	Observation déposée par M. de VISME, agriculteur à Lincheux.	Courrier faisant état de plusieurs remarques relatives aux nuisances liées à l'exploitation du site, l'impact sur la qualité de l'air et la gestion du risque sanitaire. Avis sur le projet non exprimé. Thématique : DAE

- Aucun courrier n'a été transmis au commissaire enquêteur.
- Aucune observation n'a été déposée par voie électronique sur le site de la Préfecture de la Somme.
- Aucun courrier n'a été transmis après la clôture de l'enquête publique intervenue le 10 mars 2020.

### 2-3-2. Le climat général de l'enquête publique

L'enquête publique n'a pas suscité la mobilisation des habitants des communes environnantes.

La publicité a été conforme aux dispositions légales en vigueur et a été complétée par des avis d'information de TRINOVAL sur :

- Son site Internet.
- Les pages de son compte Facebook.

La municipalité de Thieulloy-l'Abbaye avait fait état de l'enquête publique dans un bulletin d'information distribué au mois de janvier 2020.

Pour expliquer le désintérêt manifesté par la population, on peut avancer l'hypothèse que le centre de stockage de déchets de Thieulloy-l'Abbaye qui existe depuis 1982 fait historiquement partie de son environnement local.

À préciser également que la crise sanitaire liée à la propagation du Covid-19 n'a eu aucune incidence sur la fréquentation des mairies lors des permanences, puisque les secrétariats sont restés ouverts à l'accueil du public. Les mesures gouvernementales relatives au confinement des populations ont été prises le 17 mars 2020.

## 2-4. Les opérations de fin d'enquête publique

- Clôture de l'enquête publique le mardi 10 mars 2020 à 17h00.
- Récupération du registre d'Hornoy-le-Bourg au terme de la permanence du 10 mars 2020 à 17h00.
- Récupération du registre de Thieulloy-l'Abbaye le 10 mars 2020 à 17h15.
- Remise du procès-verbal de synthèse des observations le 16 mars 2020 à 15h00 sur le site de TRINOVAL à Thieulloy-l'Abbaye.

Selon les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020, la remise du procès-verbal de synthèse des observations a été effectuée auprès de :

- ✓ Madame Céline CERJAK, Directrice Santé Sécurité Environnement TRINOVAL.  
Représentant Monsieur Joseph BLAYERT, Président de TRINOVAL
- ✓ Monsieur Patrick BEUVRY, Directeur Général des Services TRINOVAL.

Le procès-verbal a été commenté et remis en deux exemplaires.

En application du délai de 15 jours prévu par les dispositions réglementaires, la date limite de remise du mémoire en réponse a été fixée au 1<sup>er</sup> avril 2020.

⇒ Pièce jointe n°04/ Le procès-verbal de synthèse des observations du 16 mars 2020.

► Remise du mémoire de réponse de TRINOVAL le 31 mars 2020

Le mémoire en réponse de TRINOVAL nous a été transmis le 31 mars 2020.

Ce document de 5 feuillets daté du 27 mars comprend :

- Une lettre d'accompagnement de M. BLAYERT, Président de TRINOVAL.
- Une réponse à l'observation Hornoy/02 de M. de VISME en 4 feuillets.

On relève que le mémoire de réponse est à en-tête conjointe du Bureau d'études GINGER BURGEAP et TRINOVAL.

⇒ Pièce jointe n°05/ Le mémoire en réponse de TRINOVAL daté du 27 mars 2020.

## **2-5. Le relevé synthétique des 03 observations**

Relevé des observations du registre de la commune d'Hornoy-le-Bourg			
N°	Intervenant	Thèmes	Résumé synthétique de l'observation
01	Conseil municipal d'Hornoy-le-Bourg. Délibération du conseil municipal du 11 février 2020.	DAE + SUP  Avis favorable au projet	Extrait du registre des délibérations de la commune d'Hornoy-le-Bourg : Séance du 11 février 2020 : l'an 2020, le 11 février à 10h30, le conseil municipal de la commune d'Hornoy-le-Bourg, légalement convoqué, s'est réuni, sous la présidence de Monsieur James FROIDURE, maire. Monsieur le maire informe l'assemblée qu'il sera procédé du 10 février 2020 au 10 mars 2020 inclus, à une enquête publique sur la demande présentée par TRINOVAL en vue de l'augmentation de la capacité de stockage de déchets non dangereux et demande d'instauration de servitudes d'utilité. Le commissaire enquêteur exercera ses fonctions les : <i>Rappel des dates de permanences.</i> Monsieur le maire informe l'assemblée que cette affaire doit être soumise à l'avis du conseil municipal. Le conseil municipal donne un avis favorable à cette enquête.
02	M. de VISME Emmanuel Agriculteur Lincheux-Hallivillers	DAE  Avis non exprimé	Se présente Monsieur de VISME Emmanuel, agriculteur, demeurant à Lincheux, lequel nous remet : <ol style="list-style-type: none"> <li>1) un courrier valant observation, manuscrit recto et verso, un feuillet.</li> <li>2) Une planche photographique de clichés pris aux alentours du site d'exploitation, parcelle YX30.</li> <li>3) Pour information : trois fiches techniques de bases de données toxicologiques.</li> </ol> <u>Reproduction intégrale de l'observation manuscrite :</u>  - 2 articles n°37 et n°48 : mentionnent les informations suivantes : « L'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses. Les poussières, gaz polluants ou odeurs issues du fonctionnement sont captées à la source... Sauf impossibilité technique ». On mesure dans l'air une dizaine de polluants toxiques dont certains ont une phase de risque H350. Voir fiche INERIS benzène, H <sub>2</sub> S, mercaptans, formaldéhyde. Quelle est l'impossibilité technique justifiant la présence permanente de ces polluants ?

- Relevé des observations du registre de Hornoy-le-Bourg.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dans le rapport est mentionné qu'une augmentation de la capacité va entraîner une augmentation des émanations.</li> <li>- Dans les déchets inertes, il est mentionné la présence autorisée de fibre de verre. Cette fibre peut donc se disséminer dans l'air.</li> <li>- La dissémination des plastiques n'est pas, ou mal gérée (voir photos en pièce jointe).</li> <li>- Le rejet les chaudières est supérieur à 300 mg/Nm<sup>3</sup> ... Même si les valeurs de flux sont inférieures aux valeurs préconisées. Exemple pour l'hydrogène sulfuré : 1700 ppm en moyenne.</li> <li>- Et enfin, il s'agit de l'enquête publique pour l'utilisation d'un nouveau casier numéro deux. Comment se fait-il que ce dernier est déjà en exploitation ?</li> </ul> <p>Pièces jointes :</p> <p>1) Une planche photographique de 9 clichés, des abords du site d'exploitation. <i>Les particules blanches visibles sur certains clichés sont décrites comme étant des déchets de plastiques issus du site d'exploitation Trinoval.</i></p> <p>2) 3 Base de données Fiches Toxicologiques,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Méthanethiol, Éthanethiol et 1-Butanethiol.</li> <li>- Sulfure d'hydrogène</li> <li>- Acide thioglycolique.</li> </ul>
--	--	--	---

Relevé des observations du registre de la commune de Thieulloy-l'Abbaye			
N°	Intervenant	Thèmes	Résumé synthétique de l'observation
01	Conseil municipal de Thieulloy-l'Abbaye Délibération du 02 mars 2020	DAE + SUP  Avis favorable au projet	Extrait des délibérations du Conseil municipal de Thieulloy-l'Abbaye : L'an 2020, le 2 mars 20h30, le conseil municipal légalement convoqué au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur HESSE Hervé, Maire. La séance ouverte, Monsieur le maire informe l'assemblée que nous devons nous prononcer sur le projet d'augmenter la capacité de stockage des installations de stockage des déchets ainsi que sur demande d'instauration de servitudes d'utilité publique pour TRINOVAL. L'enquête publique en cours dure jusqu'au 10 mars. Conseil municipal après en avoir délibéré, décide : Pris part à la délibération : 08 Pour : 07 Contre : 00 Abstention : 01 de donner un avis favorable sur le projet d'augmenter la capacité de stockage des installations de stockage des déchets ainsi que sur la demande d'instauration de servitudes d'utilité publique pour TRINOVAL.

- Relevé des observations du registre de Thieulloy-l'Abbaye.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).



## Titre 3 – Analyse des observations et position du commissaire enquêteur

TRINOVAL a pris acte des avis favorables exprimés dans les délibérations des Conseils municipaux des communes d'Hornoy-le-Bourg et Thieulloy-l'Abbaye, et n'a pas jugé nécessaire d'y apporter un commentaire ou une réponse.

Le mémoire transmis le 31 mars 2020 n'a donc pour objet que de fournir des éléments de réponse, point par point, à l'observation formulée par Monsieur Emmanuel de VISME (Hornoy/02).

Rappelons que le mémoire en réponse a été rédigé à en-tête conjointe par le Bureau d'études GINGER BURGEAP et TRINOVAL.

### Méthodologie appliquée

- Chaque bloc traite d'un point particulier évoqué dans l'observation Hornoy/02. 6 points particuliers sont donc détaillés, en 6 blocs différents.
- Chaque bloc est divisé en trois parties :
  - 1) Rappel de la remarque évoquée par le contributeur dans son observation.
  - 2) Réponse du maître d'ouvrage
  - 3) Position du commissaire enquêteur.

### **3-1. Position du commissaire enquêteur au cas par cas**

<b>01</b>	<p>2 articles n°37 et n°48 : mentionnent les informations suivantes :</p> <p>« L'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses. Les poussières, gaz polluants ou odeurs issues du fonctionnement sont captées à la source... Sauf impossibilité technique ».</p> <p>On mesure dans l'air une dizaine de polluants toxiques dont certains ont une phase de risque H350. Voir fiche INERIS benzène, H2S, mercaptans, formaldéhyde.</p> <p>Quelle est l'impossibilité technique justifiant la présence permanente de ces polluants ?</p>
	<p><u>Réponse du maître d'ouvrage</u></p> <p>Les dispositifs qui équipent les installations pour réduire les émissions de polluants ont des plages de fonctionnement adaptées aux concentrations visées. Comme tout équipement industriel, ces équipements ont des limites techniques intrinsèques et ne permettent pas l'élimination de 100% des polluants.</p> <p>Les émissions résiduelles sont conformes aux prescriptions (valeurs limites d'émission), et aux niveaux de concentrations compatibles aux objectifs réglementaires concernant les effets sur l'environnement et sur la santé.</p> <p>Ces aspects sont l'objet de l'étude de risques sanitaires du dossier.</p>
	<p><u>Position du commissaire enquêteur</u></p> <p>Aucune remarque particulière concernant cette réponse.</p>

<b>02</b>	<p>Dans le rapport est mentionné qu'une augmentation de la capacité va entraîner une augmentation des émanations.</p>
	<p><u>Réponse du maître d'ouvrage</u></p> <p>La mise en place de l'exploitation en mode bioréacteur sera à l'origine d'une diminution des émissions atmosphériques diffuses de polluants gazeux de la zone d'exploitation, en comparaison du mode de fonctionnement classique.</p> <p>En revanche, l'augmentation de la capacité aura une influence sur la quantité de biogaz produit, et par conséquent sur les rejets atmosphériques des systèmes de traitement du biogaz (chaudière et torchère).</p>

- Rapport du 06 avril 2020 – Titre 3 : Analyse des observations et position du commissaire enquêteur.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

L'augmentation du volume d'activité entraînera une augmentation des quantités de biogaz produites. Les dispositifs de collecte projetés et de traitement existants ont été dimensionnés en prenant en compte cette augmentation.

Ainsi une étude portant sur le Pronostic théorique de la production de biogaz des casiers « Bioréacteur » de l'ISDND et sa corrélation avec la production des casiers antérieurs 1-A et 1-B afin de s'assurer de la bonne gestion des volumes supplémentaires de biogaz.

Position du commissaire enquêteur

Aucune remarque particulière concernant cette réponse.

**03** Dans les déchets inertes, il est mentionné la présence autorisée de fibre de verre. Cette fibre peut donc se disséminer dans l'air.

D'après la Directive 1999/31/CE du conseil du 26 avril 1999 - JOCE du 16 juillet 1999, les déchets inertes sont définis comme des déchets « qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique. Ils ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine ».

Ainsi, la fibre de verre autorisée dans les déchets inertes accueillis sur le site est stabilisée. Elle n'est pas sous forme de fibre libre et ne présente pas de risque de dissémination dans l'air.

Position du commissaire enquêteur

La réponse est argumentée et jugée satisfaisante.

**04** La dissémination des plastiques n'est pas, ou mal gérée (voir photos en pièce jointe).

Réponse du maître d'ouvrage

les envois de déchets seront limités par :

- ☐ le bâchage des camions d'apports, ou le transport des déchets dans des camions fermés ;
- ☐ la limitation de la surface d'exploitation ;
- ☐ le balayage et le nettoyage régulier des pistes ;
- ☐ un ramassage systématique en cas de dispersion d'éléments légers ;
- ☐ des campagnes régulières de ramassage sur le site des envois éventuels ;
- ☐ disposition de filets anti-envol.





## Position du commissaire enquêteur

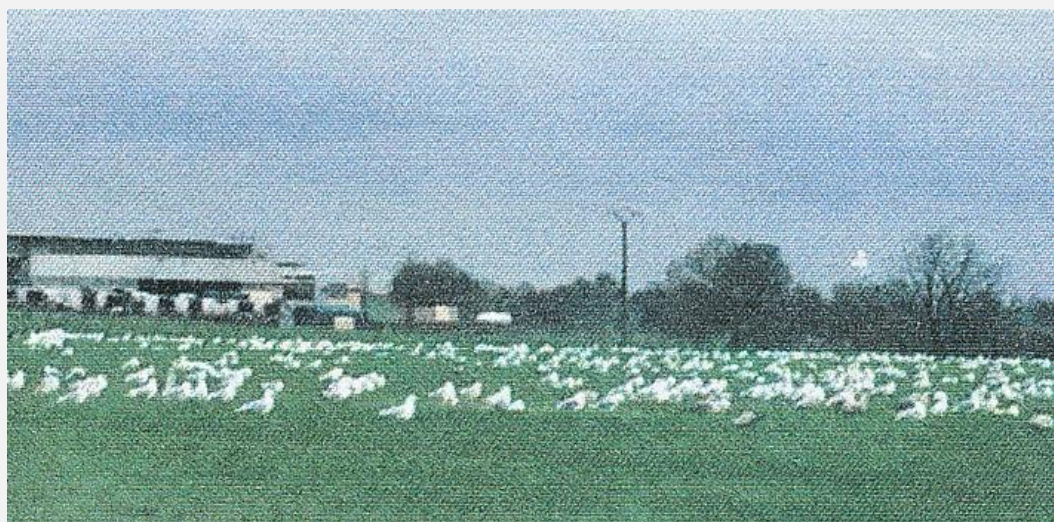
### I- Concernant la pièce jointe dont fait état le contributeur

Le contributeur a joint à son observation une planche photographique des champs cultivés constituant l'environnement des installations TRINOVAL de Thieulloy-l'Abbaye.



Ces clichés sont de nature à faire l'objet des commentaires suivants :

- a) Ces clichés photographiques ne sont pas datés.
- b) Un agrandissement du cliché situé en haut à droite révèle que les éléments en blanc sont des mouettes, et non pas des déchets plastiques...



- Rapport du 06 avril 2020 – Titre 3 : Analyse des observations et position du commissaire enquêteur.

- Enquête publique n°E19000227/80 du 10 février au 10 mars 2020. Demande d'autorisation d'exploiter en vue d'augmenter la capacité de stockage du site exploité sur le territoire des communes de Thieulloy-l'Abbaye et Hornoy-le-Bourg, ainsi que la demande de Servitudes d'Utilité Publique, présentées par le SMIRTOM Picardie Ouest (TRINOVAL).

c) Sur les autres clichés, on constate que des éléments disséminés pouvant effectivement se révéler être des déchets plastiques sont présents de manière éparse et en faible nombre sur la superficie.

Toutefois, on peut comprendre que la présence de ces corps étrangers, même en nombre limité, parmi les champs cultivés et les récoltes ne soit pas appréciée par les agriculteurs !

d) Les corps étrangers présents dans les champs, et probablement issus des envols, ne sont pas clairement identifiés. Il aurait été souhaitable d'en réaliser un agrandissement... Ainsi, on ne connaît pas la nature exacte de ces éléments : sacs d'emballage plastique, débris divers... ?

## II- Concernant la réponse du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage insiste essentiellement sur les mesures préventives visant à limiter les envols. Il y ajoute la possibilité de procéder à des campagnes de ramassage en cas de dispersion d'éléments légers.

Ces dispositions mettent en évidence le fait que le maître d'ouvrage ne conteste pas l'existence de ces envols et des nuisances qui en résultent.

Dans le contexte particulier d'une installation de stockage et de traitement des déchets de cette nature, il est difficile de concevoir la probabilité d'un « risque zéro » concernant les cas d'envols incontrôlés d'éléments légers...

Certains événements climatiques tels que les bourrasques et tempêtes peuvent aussi y contribuer.

## III- Conclusion de la position du maître d'ouvrage

La réponse communiquée par le maître d'ouvrage est globalement satisfaisante. Elle témoigne d'une volonté affirmée de maîtriser et de réduire les envols de déchets afin de réduire les nuisances et entretenir les relations de bon voisinage avec les professionnels de l'agriculture.

**05**

Le rejet les chaudières est supérieur à 300 mg/Nm3 ... Même si les valeurs de flux sont inférieures aux valeurs préconisées.

Exemple pour l'hydrogène sulfuré : 1700 ppm en moyenne.

Certaines valeurs seuils sont applicables sous condition de dépassement vis-à-vis de valeurs limites de flux. Effectivement des dépassements sont observés sur les teneurs en certains paramètres. Cependant, les valeurs de flux restant inférieures aux valeurs limites d'émission applicables, ces dépassements ne constituent pas de non-conformité vis-à-vis de la réglementation.

Concernant l'hydrogène sulfuré, la valeur limite d'émission de 300 mg/ Nm3 est applicable lorsque le flux dépasse 25kg/h ce qui n'est pas le cas pour le site. Cette disposition est liée au fait que les installations à faibles flux ne peuvent pas être équipées efficacement en dispositif de traitement des émissions.

Il est à noter que depuis 2016, les teneurs en l'hydrogène sulfuré sont plus basses d'année en année.

### Position du commissaire enquêteur

Au regard de l'aspect très technique du sujet abordé, la réponse est néanmoins considérée comme étant satisfaisante si on admet la pertinence des précisions communiquées.

L'aspect particulièrement technique du sujet abordé n'exclue pas que l'on puisse apprécier la pertinence de sa réponse.

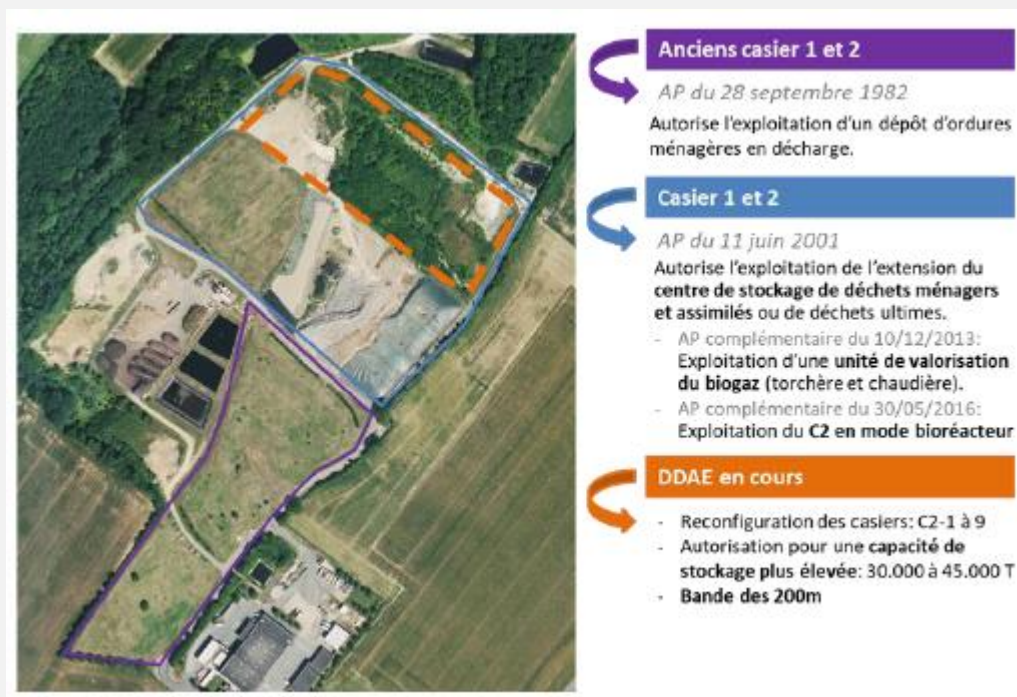
**06**

Et enfin, il s'agit de l'enquête publique pour l'utilisation d'un nouveau casier numéro deux. Comment se fait-il que ce dernier est déjà en exploitation ?

TRINOVAL est déjà autorisé à exploiter les casiers en mode bioréacteur par arrêté complémentaire du 30/05/2016. Le présent DDAE porte sur une autorisation d'augmenter (potentiellement) la capacité de stockage annuelle.



La figure suivante détaille les régimes d'autorisation des différentes zones du site, illustrant la possibilité d'exploitation du casier 2 indépendamment de toute nouvelle démarche réglementaire.



#### Position du commissaire enquêteur

La question posée est sujette à interprétation... En effet, elle sous-tend implicitement que TRINOVAL aurait commencé à exploiter le casier n°2 sans même attendre de disposer de l'autorisation préfectorale, dont la demande fait présentement l'objet de l'enquête publique... !

Ce genre d'allégation trouve toujours un écho favorable dans la population dès lors qu'il s'inscrit dans un contexte général de défiance des citoyens envers les institutions et les installations industrielles soumises à autorisation...

Rappelons quand même que TRINOVAL est dirigé par un Comité syndical constitué de 46 membres qui ont été désignés par les Communautés de communes adhérentes.

Réponse jugée satisfaisante dans la mesure où il faut espérer qu'elle soit de nature à dissiper toute forme de suspicion à l'égard d'un Syndicat mixte interdépartemental qui exerce une mission de service public auprès des usagers de son territoire en assurant la collecte, le traitement la valorisation des déchets ménagers et assimilés.

### **3-2. Position générale du commissaire enquêteur**

En conclusion, les réponses communiquées par le maître d'ouvrage sont estimées globalement argumentées, pertinentes et recevables.



## Clôture et transmission du rapport et des conclusions

Vu les dispositions prévues à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2020,  
Le rapport, accompagné de ses pièces jointes est transmis à Madame la Préfète de la Somme.

Les demandes conjointes d'autorisation d'exploiter et de demande d'instauration de servitudes d'utilité publique ont fait l'objet de conclusions séparées.

Pour chacune de ces conclusions, un avis spécifiquement dédié a été émis.

### Pièces jointes

01/ Les 4 publications légales et l'avis d'enquête.

02/ Le plan d'implantation des trois panneaux d'affichage sur site transmis par Madame Céline CERJAK, Directrice Santé Sécurité Environnement TRINOVAL.

03/ Bulletin d'information diffusé dans la commune de Thieulloy-l'Abbaye en Janvier 2020.

04/ Le procès-verbal de synthèse des observations du 16 mars 2020.

05/ Le mémoire en réponse de TRINOVAL daté du 27 mars 2020.

### Autres pièces jointes

- Registre d'enquête de la mairie d'Hornoy-le-Bourg et ses 2 courriers joints.
- Registre d'enquête de la mairie de Thieulloy-l'Abbaye et son courrier joint.
- Le dossier d'enquête de la mairie d'Hornoy-le-Bourg, siège de l'enquête publique.

Le 06 avril 2020,  
Le commissaire enquêteur P. JAYET

